



1907



BIBLIOTECA DELLA R. CASA
IN NAPOLI

N.º d'inventario 252 255
Sala Grande
Scansia 2 Polchetto 1
N.º d'ord. 18



~~11/1/18~~

Calat. II 10

LE ROI DE NAPLES.

347296

LE ROI DE NAPLES

• SA VIE, SES ACTES, SA POLITIQUE

PAR

ALBERT DE DALMAS.

Veritas.



PARIS
CHEZ AMYOT, LIBRAIRE •
RUE DE LA PAIX, 8.

—
1851



10354



AVANT-PROPOS.

Cet écrit n'a pas la prétention d'être une œuvre d'histoire ; c'est un exposé rapide et succinct des événements dont le royaume des Deux-Siciles a été le théâtre sous le règne du roi Ferdinand II. Une récente publication a mis au jour les calomnies que le parti du désordre se plait à répandre sur le roi de Naples et sur son gouvernement. Les faussetés accumulées dans le pamphlet de M. Gladstone ont reçu, de la bouche de lord Palmerston, une consécration officielle au sein du parlement britannique.

La politique anglaise varie souvent dans ses formes, elle est toujours perfide dans ses moyens, déloyale dans ses actes. L'Angleterre se montre forte ou astucieuse suivant que ses intérêts l'exigent : veut-elle réduire des pays faibles par eux-mêmes ou dépourvus d'alliances protectrices, elle use de la prépondérance des armes, ou emploie la violence pour faire triompher ses prétentions ; convoite-t-elle la conquête ou la ruine de pays puissants, elle se jette dans la voie des conspirations

qu'elle excite, dans celle des révolutions qu'elle stipendie ; la calomnie, sous le masque d'une humanité hypocrite, devient une arme redoutable entre ses mains, et, lorsqu'il le faut, elle a toujours en réserve quelque philanthrope qui se charge de dénoncer au monde les prétendues cruautés, les crimes, les iniquités du gouvernement dont elle poursuit la ruine. Calomniez, calomniez, il en reste toujours quelque chose ! Cette maxime de Bazile, l'Angleterre en a fait un principe de gouvernement.

L'Angleterre rêve la conquête de la Sicile et elle porte une haine profonde au roi de Naples, dont la politique est parvenue à pacifier la révolte excitée par elle dans cette île. Le refus dédaigneux de Ferdinand II d'envoyer les produits de l'industrie du royaume des Deux-Siciles à l'exposition de Londres a profondément blessé l'orgueil britannique ; peu de temps après le pamphlet de M. Gladstone a été publié. Déjà des hommes considérables ont répondu au membre du parlement, et ont renversé pièce à pièce l'échafaudage d'assertions hasardées et de faits controuvés entassés dans ses deux lettres au lord Aberdeen. Les pages qu'on va lire sont aussi une réponse à ce libelle. En effet, si rappeler les événements comme ils se sont accomplis, c'est montrer le roi de Naples généreux et élément, son gouvernement libéral et modéré devant les vues perfides et les actes subversifs du parti vaincu, ne sera-ce pas en même temps réfuter d'une manière péremptoire ceux qui appellent Ferdinand II un BOURREAU COURONNÉ, l'ASSASSIN DE NAPLES !

LE ROI DE NAPLES

SA VIE, SES ACTES, SA POLITIQUE.

CHAPITRE I.

Ferdinand II, fils de François I^{er}, est monté sur le trône du royaume des Deux-Siciles le 8 novembre 1830. Ce prince est né le 12 janvier 1810, il est par conséquent âgé de quarante et un ans.

Ferdinand II est d'une haute stature. Les traits de son visage annoncent l'énergie de la volonté, tandis que la bienveillance de sa physionomie accuse une grande bonté de cœur ; le feu de l'intelligence

brille dans ses regards. Ses gestes sont vifs, mais empreints de noblesse. Sa voix est forte et sonore, bien qu'harmonieuse et sympathique. Dans son royaume, Ferdinand II n'est pas craint; ce qui vaut mieux, il est respecté. Ferme quand la nécessité l'y oblige, mais indulgent jusqu'à l'excès toutes les fois que cela lui est possible, Ferdinand II a su se faire chérir par le peuple. Comme homme de guerre, le roi Ferdinand est estimé des plus savants généraux de l'Europe; au milieu des affaires incessantes de son gouvernement, il a su trouver le temps d'approfondir la science militaire au point de connaître la théorie de toutes les armes et les ressources qu'elles peuvent offrir. La journée du 17 mai 1849 dans laquelle l'armée napolitaine, commandée par le roi, a eu à combattre et à vaincre l'armée romaine aux ordres de Garibaldi, a mis en éclat la supériorité de Ferdinand II pour les manœuvres de guerre, car c'est aux habiles dispositions ordonnées par lui qu'il faut attribuer la défaite des Romains. Ce brillant combat a montré que le roi possède le sang-froid, la bravoure, la rapidité et la justesse du coup d'œil indispensables au chef d'une armée.

Si les sages réformes progressivement apportées par Ferdinand aux institutions du royaume des Deux-Siciles témoignent du libéralisme de ses opi-

nions, la régularité de l'administration, la manière dont ses rouages divers fonctionnent sans froisser aucun intérêt, ni se faire sentir, attestent la constante sollicitude d'un esprit supérieur sans cesse préoccupé du bien-être des populations. Grâce à une ardeur infatigable pour le travail, le roi de Naples s'occupe de tous les détails du gouvernement, même des plus infimes, et veut que rien ne se fasse avant qu'on ait pris ses instructions. Ferdinand aime les lettres et les arts, et leur accorde une intelligente protection. Ses soins constants ont contribué à vulgariser l'instruction publique jusque dans les moindres hameaux, non pas cette instruction philosophique qui n'a pour effets que d'éteindre la foi, d'éveiller l'ambition et de produire des mécontents, mais l'instruction pratique qui augmente le bien-être du peuple. C'est ainsi que sous le ministère de monseigneur Mazetti, chaque commune du royaume a été dotée d'un maître d'agriculture pratique et que des chaires d'agronomie ont été établies au sein de l'Université. La passion du roi pour les travaux publics a eu pour résultat de donner un élan considérable aux beaux-arts. Secondé par le chevalier de San-Angelo, savant archéologue et numismate, longtemps ministre de l'intérieur, le roi, en peu d'années, a transformé et embelli la capitale,

et couvert les provinces d'édifices utiles. A Naples, on a construit ou terminé le port Sainte-Lucie, le port du Commerce, le Môle, le Phare, la Strada Nuova. D'immenses travaux d'assainissement ont été rapidement exécutés; le palais, entièrement reconstruit, est maintenant une des plus belles résidences royales d'Europe; le château de Caserte, orné de toutes les somptuosités de l'art, est devenu le Versailles de Naples. Les deux villes d'Herculanum et de Pompeï sont sorties comme par enchantement des amas de cendres qui les recouvraient naguères; plusieurs chemins de fer sont venus relier les provinces à la capitale et ont donné une puissante activité aux transactions commerciales ainsi qu'à l'industrie; des routes, des canaux, des aqueducs, des ponts, ont été édifiés en tous lieux. Malgré les dépenses considérables motivées par ces grands travaux, les finances du royaume, laissées par le dernier règne dans un état précaire, se sont améliorées; la dette publique a été en grande partie éteinte, les impôts ont été sans cesse réduits.

Comme homme privé, Ferdinand II n'est pas moins estimable que comme souverain. Le roi est très-religieux, mais sa piété est indulgente et remplie de douceur et de commisération; il possède la véritable piété chrétienne. Très-simple dans

sa manière de vivre, il a su se faire aimer et vénérer par ses sujets, et c'est à leur attachement qu'il a dû de pouvoir traverser la crise révolutionnaire de 1848, en résistant aux projets de la démagogie, mais sans exercer ni violence ni réaction.

CHAPITRE II.

Le jour de son avènement au trône, Ferdinand II adressa la proclamation suivante au peuple des Deux-Siciles :

« Ferdinand II, par la grâce de Dieu, roi du royaume des Deux-Siciles et de Jérusalem, duc de Parme, Plaisance, Castro, etc., etc., grand-duc héréditaire de Toscane, etc.

« Dieu nous ayant appelé à occuper le trône de nos augustes ancêtres, en conséquence de la mort de notre père très-chéri, le roi François I", de glorieuse mémoire; en même temps que notre cœur

est vivement pénétré de la perte irréparable que nous avons faite, nous sentons l'énorme fardeau que le suprême dispensateur des royaumes a voulu nous imposer en nous confiant le gouvernement de ce royaume. Nous sommes persuadé qu'en nous investissant de son autorité, Dieu n'a pas voulu qu'elle restât inutile dans nos mains, ni que nous en fissions un mauvais usage. Il veut que notre règne soit un règne de justice, de vigilance et de sagesse, et que nous accomplissions envers nos sujets tous les devoirs que la Providence nous impose.

« Intimement convaincu des desseins de Dieu sur nous, et résolu à nous y conformer, nous tournerons toute notre attention sur les besoins principaux de l'État et de nos sujets bien-aimés, et nous ferons tous nos efforts pour cicatriser les plaies qui depuis quelques années affligent ce royaume.

« En premier lieu, étant convaincu que notre sainte religion catholique est la source principale de la félicité des royaumes et des peuples, notre premier et principal soin sera de la protéger et de la conserver intacte dans nos États, et d'employer tous les moyens en notre pouvoir pour faire observer exactement ses divins préceptes. Les évêques étant, par la mission spéciale qu'ils ont reçue de Jésus-Christ, les principaux ministres et gardiens de

cette religion, nous comptons sur eux pour seconder par leur zèle nos justes intentions, et pour remplir exactement les devoirs de leur épiscopat.

« En second lieu, considérant qu'il ne peut y avoir dans le monde aucune société bien ordonnée sans une juste et impartiale administration de la justice, ce sera le second objet sur lequel nous tournerons notre ardente sollicitude. Nous voulons que nos tribunaux soient autant de sanctuaires qui ne puissent jamais être profanés par les intrigues, les protections injustes, ni par aucun égard ou intérêt humain. Aux yeux de la loi tous nos sujets sont égaux, et nous ferons en sorte que la justice soit impartialement rendue à tous.

« Enfin, la branche des finances réclame notre attention particulière comme étant celle qui donne la vie et le mouvement à tout le royaume. Nous n'ignorons pas qu'il y a dans cette partie des plaies profondes que l'on doit guérir, et que notre peuple attend de nous quelque soulagement aux charges qui nous ont attiré les troubles passés. Nous espérons, avec l'aide et l'assistance de Dieu, satisfaire à ces deux objets, si précieux pour notre cœur paternel, et nous sommes prêts à faire toute espèce de sacrifice pour y parvenir. Nous espérons que chacun, en ce qui le concerne, imitera notre exemple,

afin de rendre à ce royaume la prospérité qui doit être l'objet des désirs de toutes les personnes vertueuses et honnêtes.

« Quant à notre armée, à laquelle depuis plusieurs années nous avons donné nos soins particuliers, nous reconnaissons que, par sa discipline et son excellente conduite, elle s'est rendue digne de toute notre estime. Nous lui assurons que nous ne cesserons de nous occuper d'elle et de son bien-être, espérant que de son côté elle nous donnera, dans toutes les occasions, des preuves de sa fidélité inviolable, et qu'elle ne laissera jamais ternir l'éclat de ses bannières.

« Naples, le 8 novembre 1850.

« *Signé : FERDINAND.* »

Les actes du gouvernement de Ferdinand II ont prouvé que le roi était dans l'intention formelle d'exécuter les promesses contenues dans ce manifeste ; s'il s'en est écarté quelquefois, cela a été pour les étendre, jamais pour les restreindre, et les Napolitains ont payé par leur reconnaissance la fidélité du souverain à ses engagements.

Avant le commencement de ce siècle, le royaume des Deux-Siciles, afin d'assurer son commerce contre la piraterie des Africains, s'était engagé à payer

un tribut annuel à l'empereur du Maroc. La fierté du nouveau roi se révolta contre cet humiliant usage. Peu de temps après son avènement, il rassembla les officiers de la marine de guerre, et leur annonça sa résolution de ne plus acquitter ce honteux tribut, en leur disant : « C'est à vous, messieurs, à venger les « anciennes insultes du commerce napolitain, et à « le protéger à l'avenir. » A la nouvelle de cette décision l'empereur du Maroc ferma ses ports au pavillon napolitain, et arma quelques corsaires pour la course. Le roi expédia à Gibraltar une division navale, placée sous les ordres de l'amiral comte Staïti ; elle avait pour mission de demander la cessation immédiate de tout sentiment d'hostilité, et, en cas de refus, de mettre le blocus devant Tanger et les autres villes de la côte. L'empereur de Maroc, qui était hors d'état de résister si ces menaces avaient été mises à exécution, s'empressa de conclure la paix aux conditions les plus favorables pour le commerce napolitain.

Dans le cours de l'année 1833, le gouvernement napolitain eut encore quelques difficultés en Afrique, mais sur un autre point de la côte. On apprit que plusieurs Napolitains, employés par le bey de Tunis, avaient été maltraités par ordre d'un pacha, sans que leur consul eût pu obtenir aucune répara-

tion. Le roi, à cette nouvelle, dépêcha quelques bâtimens à Tunis. Leur présence épouvanta le bey, qui s'empressa de casser le pacha, et envoya à Naples un ambassadeur extraordinaire l'excuser auprès du roi, et l'assurer qu'à l'avenir les Napolitains qui commettraient des délits dans l'étendue de la Régence, seraient remis à leur consul pour être punis suivant les lois de leur pays. Le bey, depuis cette époque, a toujours religieusement exécuté ses promesses, quoique le gouvernement napolitain ait cessé, comme au Maroc, de lui payer le tribut qu'il lui soldait annuellement.

Pendant les années 1836 et 1837, le royaume des Deux-Siciles devint le théâtre de graves et douloureux événemens, qui mirent en évidence le courage du roi ainsi que sa mansuétude pour le peuple.

Le choléra-morbus, en accomplissant son tour du monde, envahit cette partie de l'Italie à la fin de 1836. Il éclata à Naples dans les premiers jours du mois d'octobre, et y causa une indicible terreur, que les mesures de précaution ordonnées par l'administration sanitaire ne firent malheureusement qu'accroître encore. Dans la croyance que l'épidémie était contagieuse, on avait décidé que les personnes atteintes par le mal resteraient séquestrées dans leur maison, sans communiquer avec le dehors. Les mé-

decins qui se dévouaient pour soigner les cholériques étaient traités avec une égale rigueur. On les avait relégués dans des habitations séparées où ils vivaient seuls. Lorsqu'ils sortaient pour voir un malade, on les faisait monter dans une voiture fermée, escortée de gendarmes qui éloignaient les passants. En pénétrant dans la maison où se trouvait le malade, ils revêtaient une grande tunique de toile cirée, percée de trous recouverts de verres pour les yeux, s'aspergeaient de camphre et de vinaigre, et prescrivaient le traitement en se tenant toujours à distance du cholérique. La visite terminée, les mêmes précautions étaient usitées pour le retour. On choisissait ceux qui étaient chargés de transporter les morts parmi les galériens, et des soldats les tenaient dans un isolement perpétuel.

Ces mesures, si inutiles pour lutter contre le fléau épidémique, portèrent la terreur à son comble dans les rangs d'une population très-impressionnable, et qui, jusqu'à cette époque, avait été préservée du ravage des grandes épidémies. Il en résulta une profonde agitation; des bruits d'empoisonnement ne tardèrent pas à circuler. On sait que les symptômes du choléra-morbus ont une grande analogie avec ceux de l'empoisonnement, et que cette croyance s'est malheureusement partout accréditée à l'époque

de la première invasion du fléau. Dans certains quartiers de Naples, le peuple s'assemblait autour des fontaines publiques pour en surveiller l'approche, et sa sombre attitude était de nature à donner de sérieuses inquiétudes pour la tranquillité.

L'agitation devint si grande, que le roi assembla un conseil extraordinaire, sous sa présidence, le 21 octobre. Après avoir exposé la déplorable situation où se trouvait la ville, le roi proposa de rapporter toutes les mesures de précautions qui avaient été adoptées, et qui, sans prévenir les tristes atteintes du fléau, ne faisaient qu'aggraver ses ravages en augmentant la crainte des habitants. Ferdinand fut d'abord seul de son avis, mais il dépeignit en termes si énergiques les déplorables résultats des prescriptions de l'intendance sanitaire et leur inutilité, qu'il parvint à vaincre les craintes des membres du conseil et à faire rapporter les ordonnances rigoureuses qu'un effroi bien naturel, mais irréfléchi, avait inspirées. Le roi ne s'en tint pas là. Au sortir du conseil, il se rendit lui-même dans les quartiers les plus maltraités par l'épidémie, et s'efforça de calmer le peuple en lui inspirant confiance par son propre exemple. Il but de l'eau des fontaines qu'on prétendait empoisonnées, mangea du pain des boulangers qu'on soupçonnait mêler des substances véné-

neuses à leurs farines, puis il pénétra dans les maisons où se trouvaient des malades, il les toucha en leur adressant des paroles de consolation, et parcourut les salles d'un hôpital consacré au traitement des cholériques pour s'assurer qu'ils recevaient tous les soins exigés par leur triste état. Cette conduite, empreinte d'un courage qui étonnait, produisit une grande impression sur la foule. Le peuple suivit le roi en le saluant de bruyantes acclamations. A partir de ce moment, l'effroi du fléau diminua, quoique le refroidissement de la température semblât activer ses ravages au lieu de les ralentir.

Le dévouement du souverain ne mit cependant pas un terme aux rumeurs sinistres que les fauteurs de désordre s'efforçaient de propager. On disait que le prince de Capoue, frère puîné du roi, qu'un mariage en disproportion avec son rang tenait éloigné de la cour et qui vivait alors à Malte, soldait les empoisonneurs afin de susciter des troubles à Naples et de pouvoir y revenir. On ajoutait qu'il avait promis une Constitution à la Sicile, si, en l'acceptant pour roi, elle voulait l'aider à opérer une révolution en terre ferme. Ces déplorables calomnies n'eurent cependant pas les effets que leurs auteurs en espéraient. Naples était en proie à une désolation trop grande pour songer à s'insurger.

Depuis le 2 octobre jusqu'au 6 décembre, date du commencement de sa décroissance, le choléra avait atteint 8,831 personnes, dont 4,777 avaient succombé. Naples, si gaie et si insouciant d'habitude, était devenue méconnaissable; les rues désertes retentissaient seulement du bruit des clochettes des prêtres portant le saint viatique; les maisons, fermées, ne s'ouvraient que pour livrer passage aux morts, que des hommes vêtus d'un costume lugubre venaient prendre la nuit en répétant sans cesse ces mots sinistres : « Si vous avez des morts chez vous, éclairez vos fenêtres ! »

L'épidémie avait complètement cessé ses ravages dans les premiers jours de 1837, on espérait en être délivré lorsqu'elle reparut subitement vers le milieu du mois d'avril. Son intensité fut peu considérable dans le principe, mais elle augmenta progressivement. Du 20 avril au 1^{er} juin, il y eut 740 cas et 430 décès. A partir du 23 juin, il y eut 395 cas et 276 décès par jour. Le nombre des morts, depuis le 13 avril, date de la seconde invasion, s'élevait alors à 3,521. Bientôt le fléau enleva 400 personnes par jour. Il se maintint dans cette proportion jusqu'au 10 juillet, où il entra enfin dans une période de décroissance sans toutefois disparaître complètement avant le mois d'octobre. Le

chiffre total des décès causés par l'épidémie pendant le cours de cette année s'éleva à 11,933, sur une population de moins de 400,000 âmes. De la capitale, le fléau avait étendu ses ravages aux provinces, où ses progrès se constataient par un nombre aussi considérable de victimes. Pendant cette seconde invasion, la désolation avait été aussi grande que l'année précédente ; l'encens fumait continuellement sur les autels, au pied desquels le clergé restait prosterné, adressant des prières au ciel pour obtenir la cessation du fléau. La nuit, de grands feux étaient allumés sur les places, les carrefours, tandis qu'on entretenait des chaudières de poix enflammée dans les rues étroites, afin de purifier l'air. Le jour, on rencontrait à chaque pas des processions expiatoires, et les images des Madones, sans cesse entourées d'une foule effarée, recevaient des vœux dictés par la peur.

Comme l'année précédente, les agitateurs avaient tenté de profiter de l'émoi populaire pour amener des mouvements politiques ; leurs projets réussirent dans une partie des Abruzzes. La ville de Pène fut le théâtre de désordres. Quelques conspirateurs, en accusant le gouvernement d'empoisonner le peuple, rassemblèrent un petit nombre de mécontents et parvinrent à désarmer un poste de gendar-

merie; ils déclarèrent alors les autorités administratives déchues de leurs fonctions, et adressèrent des proclamations à toutes les communes de la contrée pour les appeler aux armes et les convoquer à élire un gouvernement provisoire. L'évêque de Pène monta en chaire, dit au peuple qu'on calomniait le gouvernement, et n'eut pas de peine à le faire protester de sa fidélité au roi; les communes sollicitées par les agitateurs de se soulever restèrent impassibles; deux seulement, sur les cinquante-sept qui forment le district de Pène, parurent disposées à seconder le mouvement. Sur ces entrefaites, une colonne mobile, commandée par le maréchal de camp Lucchesi-Palli, arriva à Pène et rétablit immédiatement la tranquillité.

CHAPITRE III.

A la première nouvelle de l'invasion du choléra dans le royaume de Naples, la Sicile avait mis en interdit toutes les provenances de terre ferme ; malgré cette précaution, l'épidémie y éclata avec une force terrible. Les premiers cas se manifestèrent à Palerme, le 7 juin. Au bout d'un mois, les décès avaient atteint le chiffre de 45 à 4,600 par jour ; ils commencèrent à diminuer vers la fin de juillet, mais ils ne cessèrent tout à fait qu'au mois de septembre. L'épidémie enleva à la ville de Palerme 25 à 30,000 personnes, le sixième de sa population. Les autres villes de la Sicile furent aussi cruelle-

ment éprouvées, sans que cependant les pertes s'élevassent à une proportion aussi grande. La situation topographique de Palerme avait beaucoup contribué à la violence de l'épidémie. La ville et son territoire forment une large plaine circulaire ouverte sur la mer et entourée par une haute chaîne de montagnes. Les miasmes pestilentiels apportés par le vent du large s'entassaient dans cet amphithéâtre sans trouver d'issue pour en sortir. D'un autre côté, l'humidité des maisons de la ville, qui toutes possèdent des fontaines jusqu'à l'étage le plus élevé, l'air épais et suffoquant qui règne toujours sous ce ciel de plomb, étaient des causes suffisantes pour alimenter le foyer de l'infection. Au début de l'épidémie, une partie de la population avait cherché à fuir dans la campagne, mais elle en fut empêchée par les paysans, qui, croyant à la contagion, formaient des cordons sanitaires impénétrables. Dans la ville, la terreur était portée à son comble; les médecins avaient disparu, les pharmaciens avaient fermé leur officine, les cholériques mouraient sans secours, et leurs cadavres, restant sans sépulture, parce que personne n'osait en approcher, augmentaient le mauvais air et la terreur des habitants. Là, comme partout, le peuple crut aux empoisonnements. Le gouverneur de la ville fit inu-

tilement arrêter et fouiller publiquement les personnes accusées. Le 11 juillet une scène de meurtre eut lieu. Le peuple mit à mort un homme et un enfant, et traîna leurs cadavres dans les rues. A la nouvelle de ce crime, le prince de Campo-Franco, vice-roi de l'île, nomma une commission militaire chargée de juger et de faire exécuter, dans les vingt-quatre heures, tout individu coupable de violences ou qui se permettrait la moindre accusation d'empoisonnement. Cette fermeté suffit pour contenir les perturbateurs et assurer désormais la tranquillité aux Palermitains. La partie orientale de l'île fut le théâtre de troubles plus graves.

Les agitateurs, empêchés à Palerme par l'attitude ferme des autorités, se rejetèrent sur Syracuse. Cette malheureuse ville était cruellement éprouvée par le choléra. Les autorités municipales, manquant à leurs premiers devoirs, avaient imité les riches habitants, et s'étaient réfugiées à la campagne à la première nouvelle de l'invasion de l'épidémie. Le 15 juillet au matin, alors que les murs de la ville retentissaient du seul bruit des cloches des agonisants, les malintentionnés répandirent le bruit que les forçats s'étaient évadés du bague, et se disposaient à piller. Aussitôt toutes les boutiques se fermèrent, et, en un instant, les rues devinrent dé-

sertes ; le lendemain, le même bruit vint encore répandre la même terreur, qui ne faisait qu'augmenter l'effroi de l'épidémie. En même temps, on semait des histoires d'empoisonnements ; c'était un vaste plan organisé pour pousser le peuple à la sédition.

Il y avait alors à Syracuse un étranger qui montrait au public un cosmorama. La voix populaire l'accusa d'être l'auteur des empoisonnements auxquels on croyait. Tout aussitôt la foule se porta à son établissement, et l'arrêta avec sa femme, son domestique et trois Siciliens employés chez lui. Ces quatre dernières personnes furent entraînées jusqu'au parvis de la cathédrale, liées aux colonnes de l'escalier et immédiatement mises à mort. Le directeur du cosmorama et sa femme, momentanément préservés, restèrent gardés à vue. Dans la soirée de ce même jour, la foule s'empara d'un commissaire de police, alla chercher l'intendant de Syracuse à la campagne, et sacrifia ces deux fonctionnaires à sa vengeance aveugle. Le 19, les scènes de meurtres continuèrent. Plusieurs personnes, notamment le président de la haute cour criminelle et des marchands de substances alimentaires furent publiquement égorgés. Le directeur du cosmorama, effrayé et croyant sans doute pouvoir préserver sa vie et

celle de sa femme en allant au-devant de la crédulité populaire, avait dit qu'en effet la ville renfermait des empoisonneurs, et, pressé par la terreur, il avait nommé des personnes élevées en dignité, des militaires et des fonctionnaires publics. Ces déclarations devaient avoir de nouveaux massacres pour résultats. Pendant qu'une populace ivre de sang se livrait à ces cruelles exécutions, les perturbateurs cherchèrent à donner une couleur politique au mouvement; ils tentèrent de s'emparer de la ville en attaquant les postes. La garnison, quoique bien faible, car elle ne comptait que deux cent soixante hommes pour garder la ville, la forteresse, l'arsenal et trois cents forçats, sut cependant imposer par sa fermeté et ne recula pas. Le commandant des troupes s'était empressé d'informer le gouvernement de ce qui se passait à Syracuse. Aussitôt on avait expédié de Naples une flottille portant un régiment suisse, quatre compagnies de chasseurs, trois compagnies de gendarmes, deux compagnies de pionniers, une batterie d'artillerie de campagne, et un escadron de gendarmerie à cheval. Ces forces, qui pouvaient s'élever à 3,000 hommes, arrivèrent à Syracuse le 2 août. Elles étaient placées sous les ordres du marquis del Carretto, ministre de la police, auquel le gouvernement avait donné des pleins

pouvoirs sur les provinces de Messine, Catane et Syracuse. La nouvelle de l'arrivée de cette expédition exaspéra les perturbateurs. Ils s'instituèrent en commission populaire, ouvrirent les prisons, et excitèrent la foule à de nouveaux massacres. Dans la matinée du 5, quatre personnes, parmi lesquelles se trouvaient un ecclésiastique, le directeur du cosmorama et sa femme, furent mises à mort, et périrent dans d'horribles supplices ; on les écorcha vifs après leur avoir fait endurer mille tortures, et leurs cadavres subirent encore d'affreuses mutilations. A deux heures du matin, les massacreurs voulurent s'emparer de l'archevêque ; mais, bien défendu dans son palais par ses serviteurs, le prélat put éviter de tomber entre leurs mains. Les jours suivants furent remplis par des scènes aussi lugubres. Des femmes, des enfants, des aveugles, furent immolés à une rage insatiable. Dans le port, on voyait des barques chargées d'hommes armés, qui en poursuivaient d'autres encombrées de fugitifs en tirant sur eux. La tranquillité ne se rétablit qu'à l'arrivée des troupes, le 8.

A Catane, le mouvement politique s'était plus fortement manifesté. Des affiches avaient accusé le gouvernement de vouloir empoisonner les populations. Un gouvernement provisoire s'était établi sous

la présidence du marquis San-Giuliano. On avait désarmé la garnison, brisé les bustes du roi, déposé les fonctionnaires et proclamé l'indépendance. Les populations ne s'étaient pas cependant mêlées à cette révolte, et, à l'approche du marquis del Carretto, ses chefs prirent la fuite en gagnant les montagnes. Dans plusieurs autres localités, à Aula, à Modica, à Raguse, à Santa-Croce, à Chiaramonte, à Bomiro, des désordres analogues avaient eu lieu, et partout les tentatives politiques avaient été environnées de scènes de meurtre, d'incendie et de pillage. Les troupes envoyées de Naples parcoururent l'île entière, mais elles ne parvinrent à rétablir complètement l'ordre que lorsque des commissions militaires, en faisant exécuter les plus coupables, eurent pu inspirer une crainte salutaire aux malintentionnés qui secondaient leurs criminelles entreprises.

Les désordres dont la Sicile venait d'être le théâtre prouvèrent au gouvernement la nécessité de resserrer davantage les liens qui doivent unir les deux royaumes. Jusque-là les Siciliens avaient joui d'une administration spéciale et d'une sorte de représentation nationale. Ils avaient une commission représentative à Naples, placée auprès du souverain. Ces institutions, qui s'étaient élargies depuis le commencement du règne de Ferdinand II, par suite

de l'esprit libéral de ce souverain, furent essentiellement modifiées. On confondit l'administration des domaines situés au delà du phare (la Sicile), et celle des domaines situés en deçà du phare (le royaume de Naples). En conséquence, le ministère d'État, pour les affaires de Sicile, qui avait été établi en 1833, fut supprimé, ainsi que les emplois des directeurs du ministère d'État qui existaient auprès du lieutenant général; ils furent remplacés par des consultants et secrétaires de gouvernement, dont les charges devaient être remplies par des Siciliens, lorsque le lieutenant général de l'île serait Napolitain, et par des Napolitains lorsqu'il serait Sicilien. On arrêta aussi que, sauf quelques exceptions relatives aux charges des conseillers ministres d'État, des conseillers d'État et des ministres d'État, les Siciliens et les Napolitains seraient indistinctement admissibles aux charges publiques des deux royaumes de la monarchie.

Le prince de Campo-Franco, vice-roi de la Sicile, fut rappelé et remplacé par le duc de Laurenzana.

Le roi avait gémi d'être obligé de sévir pour rétablir la tranquillité troublée par des menées politiques d'autant plus infâmes qu'elles avaient augmenté les maux déjà si affreux du fléau épidémique. Dès que la paix fut rétablie, fidèle au système qu'il a

constamment suivi, même au milieu des événements bien autrement graves qui ont récemment amené l'effusion du sang dans les deux royaumes, il accorda une amnistie à toutes les personnes poursuivies en Sicile, à l'exception cependant des instigateurs des massacres qui avaient ensanglanté les villes, et qui subirent le châtimement dû à leurs crimes.

CHAPITRE IV.

Les événements dont le récit vient d'être fait sont les seuls qui aient troublé les premières années du règne de Ferdinand. A différentes reprises les sociétés secrètes formèrent des complots pour attenter à sa vie, mais la Providence les fit toujours découvrir avant qu'ils n'éclatassent. Une de ces conspirations eut lieu en 1833. Elle avait été conçue par quelques jeunes gens auxquels se trouvaient mêlés les deux fils du général Rossaroli. Obligé de quitter l'Italie après la révolution de 1820, le général Rossaroli s'était réfugié avec sa famille en Grèce, et y avait trouvé la mort sur un champ de bataille. Ses

deux fils revinrent à Naples en 1832, et se présentèrent au roi pendant une revue, implorant leur grâce et protestant de leur fidélité. Ferdinand, touché de compassion, rapporta le décret de proscription rendu contre leur famille, puis, voulant, autant qu'il était en son pouvoir, montrer aux deux jeunes gens qu'il ne les rendait pas responsables des erreurs de leur père, il les plaça comme cadets dans un des régiments de la garde. La générosité du souverain fut payée par la plus criminelle ingratitude. Quelques mois à peine s'étaient écoulés, lorsque les deux Rossaroli, réunis à un petit nombre de mécontents, résolurent d'assassiner leur bienfaiteur. Le bonheur voulut qu'un des conjurés se vendît étourdiment, et que le projet ne pût avoir de suites. Les coupables furent arrêtés et livrés aux tribunaux. Les deux Rossaroli furent condamnés à mort, et certes jamais châtiment n'avait été mieux mérité. Le 14 décembre était le jour fixé pour l'exécution. Déjà l'échafaud voyait le cortège de ses victimes lui amener sa proie, lorsqu'un messager du souverain accourut porteur d'une commutation de peine. Les deux Rossaroli furent ramenés à la prison, et durent maudire le jour où ils avaient conçu le criminel attentat dont Ferdinand se vengeait d'une manière si magnanime.

L'histoire diplomatique du royaume des Deux-Si-

ciles, sous le règne de Ferdinand II, met en éclat sa sollicitude éclairée pour les intérêts de son royaume et la dignité de sa politique extérieure. Le cadre de cet ouvrage est trop restreint pour qu'il soit possible de faire l'historique de tous les traités conclus par Ferdinand ; il suffira de dire qu'il a assuré les intérêts commerciaux de la nation par des alliances successives avec la France, la Russie, l'Angleterre, le Piémont, l'Espagne et les Etats-Unis.

Les circonstances qui précédèrent la signature du traité de commerce conclu avec l'Angleterre faillirent faire éclater la guerre entre cette puissance et le royaume des Deux-Siciles.

La Sicile possède d'immenses richesses souterraines. Son sol est percé de nombreuses solfatares, qui donnent naissance à un commerce important avec l'Europe. Lorsqu'on découvrit ces solfatares, l'argent manquait pour leur exploitation. Des Anglais vinrent s'établir dans l'île, et peu à peu accaparèrent le monopole du commerce des soufres, sans solliciter ni obtenir aucune autorisation du gouvernement des Deux-Siciles. En 1838, une société française traita avec le gouvernement de Naples, et s'engagea à acheter tous les ans le soufre produit par les solfatares de la Sicile. L'Angleterre, quoiqu'elle n'eût aucun droit, protesta contre ce

traité, qui, prétendait-elle, était une violation flagrante des traités de 1816, et devait porter préjudice aux exploitants anglais établis en Sicile, et fit dépendre la ratification du traité de commerce que le gouvernement de Naples voulait conclure avec elle de la résiliation du traité passé avec la société française. Le roi Ferdinand, porté par les intérêts commerciaux de son royaume à se ménager l'alliance de l'Angleterre, proposa à la compagnie française de rompre le contrat moyennant de larges indemnités ; mais l'impatience du cabinet britannique lui fit brusquer les négociations. Il somma le gouvernement napolitain, en lui adressant des menaces de guerre, de rompre immédiatement le contrat des souffres, et d'accorder des indemnités pécuniaires aux Anglais, qui, selon lui, avaient éprouvé des préjudices par la conclusion du traité. Le roi ne céda pas, et sa réponse fut empreinte d'une grande dignité :

« Le traité de 1816, dit Sa Majesté, n'est évidemment pas violé par le contrat des souffres. Au lieu d'avoir éprouvé des dommages, les sujets anglais ont réalisé des bénéfices considérables. J'ai donc pour moi Dieu et la justice, et j'ai plus de confiance dans la force du droit que dans le droit de la force. »

Immédiatement après avoir fait cette réponse, le roi donna des ordres pour armer les côtes de Sicile, et y envoya des troupes. L'Angleterre, peu soucieuse de sa réputation, n'a jamais trahi ses intérêts, lors même qu'elle a dû sacrifier sa dignité pour les soutenir. Elle rassembla une forte escadre dans le golfe de Naples, et s'empara de quelques navires de commerce siciliens. La lutte ainsi entamée semblait devoir prendre des proportions plus grandes, lorsque le roi Louis-Philippe fit offrir la médiation de la France. Le roi Ferdinand l'accepta le 26 avril 1840, et l'Angleterre l'imita quelques jours après. Les négociations amenèrent l'arrangement du différend que le roi de Naples accepta par déférence pour le médiateur, mais il ne modifia pas ses premières résolutions, qui consistaient à rompre le contrat en indemnisant la compagnie française et un petit nombre d'industriels anglais établis en Sicile. C'est ce qui fut fait. Ainsi que le roi l'avait pensé, la force du droit l'emporta sur le droit de la force, et l'Angleterre dut abaisser ses injustes et violentes prétentions devant la ferme et noble conduite de Ferdinand.

En 1838, le roi de Naples avait accédé à la convention conclue entre la France et l'Angleterre pour la répression de la traite des noirs. L'année sui-

vante amena la conclusion avec la cour de Rome d'une convention relative à la police du clergé, ainsi que d'un traité concernant la délimitation des deux États, qui assura au saint-siège la possession de Bénévent.

D'importantes alliances ont successivement établi des liens entre la famille royale, la France, le Brésil et la Toscane. Une des sœurs du roi, Caroline-Ferdinande-Louise, avait épousé le duc de Berri, fils de Charles X, et donné naissance au duc de Bordeaux, chef actuel de la maison de Bourbon; une autre de ses sœurs, Marie-Christine, mariée au roi d'Espagne, est mère de la reine actuelle de ce pays. En 1843, la princesse Thérèse-Christine-Marie, sœur du roi, épousa l'empereur du Brésil, Don Pedro II. L'année suivante, le duc d'Aumale, quatrième fils du roi des Français, Louis-Philippe I^{er}, épousa la princesse Marie-Caroline-Auguste, fille de Léopold-Jean, prince de Salerne, oncle du roi. En 1850, François de Paule, Louis-Emmanuel, comte de Trapani, a épousé la princesse Marie-Isabelle-Annonciade-Jeanne, fille de Léopold II, grand-duc de Toscane.

Le roi Ferdinand avait épousé, le 21 novembre 1832, Marie-Christine-Charlotte-Joséphine-Élise de Savoie, fille du feu roi de Sardaigne, Victor-Em-

manuel ; le mariage avait été célébré à Voltri, près de Gênes, en présence de la famille royale de Sardaigne, et les deux jeunes époux avaient signalé leur retour à Naples par de nombreux bienfaits. Le 16 janvier 1836, la reine mit au monde un prince qui reçut les noms de François-d'Assise-Marie-Léopold, duc de Calabre. Mais cette première couche devait être fatale à la jeune princesse ; elle expira quelques jours après, à peine âgée de vingt-quatre ans. Le roi ressentit un vif chagrin de cette perte aussi cruelle qu'inattendue ; afin de changer le cours des tristes idées qui l'accablaient, il résolut de voyager pendant quelques semaines. Il quitta Naples le 17 mai, et, après avoir visité Rome, Modène, Florence, Schœnbrunn, incognito, il arriva le 26 juin à Vienne, accompagné de son oncle, le prince de Salerne, et d'une faible suite. Ferdinand séjourna un mois dans la capitale de l'Autriche ; il se rendit ensuite à Paris, où il demeura jusque vers la fin d'août. Le 30 de ce mois, il s'embarqua à Toulon sur un navire de guerre napolitain, et arriva à Naples le surlendemain. Le court séjour de Ferdinand à la cour d'Autriche avait suffi pour décider de sa destinée. Son cœur avait été captivé par les grâces et l'esprit de l'archiduchesse Thérèse, fille de l'archiduc Charles, oncle de l'em-

pereur régnant. Il demanda et obtint la main de cette princesse. Le 7 janvier 1837, les deux futurs époux se rencontrèrent à Venise, où la jeune archiduchesse avait été conduite par l'archiduc son père, et où Ferdinand s'était également rendu. Le 8, le mariage fut célébré dans la chapelle du palais Zambelli. Le lendemain, le roi et la reine partirent pour Naples, où ils firent leur entrée le 25 janvier. La bénédiction nuptiale leur fut donnée en grande pompe le 26 dans la cathédrale. La population de Naples, par les manifestations de sa joie, apprit dès le premier jour à la jeune reine l'avenir de bonheur qui l'attendait et qu'elle a rencontré près de son royal époux. La seconde union du roi des Deux-Siciles a été bénie de Dieu. Aujourd'hui, la famille royale compte sept rejetons. Elle est ainsi composée :

Du premier mariage du roi avec la princesse Élise de Savoie est né, le 16 janvier 1836, François-d'Assise-Marie-Léopold, duc de Calabre, prince royal.

Du second mariage du roi avec l'archiduchesse Thérèse d'Autriche sont nés :

Le 1^{er} août 1838, Louis-Marie, comte de Trani ;

Le 28 mars 1841, Alphonse-Marie-Joseph-Albert, comte de Caserta ;

Le 24 mars 1843, Marie-Annonciade-Isabelle-Filomène-Sabazie ;

Le 14 avril 1844, Marie-Immaculée-Clémentine ;

Le 12 janvier 1846, Gaëtan - Marie - Frédérie ,
comte de Girgenti ;

Le 2 août 1849, Marie-des-Grâces-Pie.

Un autre prince, le comte de Lucera, né le 4
mars 1848, a cessé d'exister.

CHAPITRE V.

En 1846, la situation du royaume des Deux-Siciles était prospère et florissante. Depuis longtemps les Napolitains jouissaient d'institutions bien plus libérales que celles qui régissaient les autres États de l'Italie. Le roi Ferdinand I^{er}, revenu à Naples, avait maintenu l'organisation française et conservé le code Napoléon, en corrigeant toutefois la rigueur de la loi pénale par l'abolition de la peine de la *marque* et de celle de l'*exposition*. Son successeur, François I^{er}, s'était, comme le roi son père, incessamment occupé d'effacer les défauts de la législation en modérant ses prescriptions et en

la tenant sans cesse en harmonie avec les progrès de la civilisation, qui, en adoucissant les mœurs, permet d'apporter des tempéraments aux lois destinées à défendre la société. L'administration communale et départementale, établie par le génie français, avait toujours été en se perfectionnant. Ferdinand II, imitant ces exemples, s'était encore plus appliqué à rendre son royaume florissant.

L'industrie, les sciences, les arts, encouragés par un zèle intelligent, s'étaient développés et accrus. Le commerce répandait une vie nouvelle dans le royaume. Les finances étaient dans un état prospère. Le roi, pour remédier à l'immoralité du jeu de la Bourse, avait interdit le jeu à découvert, tant sur la rente que sur les denrées. Cette mesure, due à l'initiative du chevalier Ferri, ministre des finances, avait paralysé l'agiotage et toutes les spéculations immorales qui en résultent. La conversion des rentes 5 p. 0/0 venait d'être faite sans commotion et sans gêne pour personne, et la situation du trésor s'en était trouvée considérablement améliorée. Un décret tout récent avait apporté des réductions importantes aux tarifs relatifs aux droits dus sur les objets d'importation et d'exportation. Les impôts, très-modérés, permettaient aux classes peu aisées de jouir du bien-être général. Les Napolitains

vivaient dans le calme et la prospérité, lorsque les intentions paternelles et libérales du nouveau pontife vinrent réveiller les espérances et les tentatives des ambitieux mécontents, qui n'avaient jamais cessé de s'agiter dans les bas-fonds des sociétés secrètes.

Les premières années du règne de Ferdinand avaient été troublées par quelques tentatives insurrectionnelles des Carbonari, qui, dans tous les États de l'Italie, s'essayaient, pour satisfaire leur ambition, à renverser les gouvernements établis. C'est en 1836, à l'occasion de l'invasion du choléra, que ces tentatives s'étaient le plus fortement manifestées. La fermeté et la justice du gouvernement royal, autant que la réprobation populaire, les avaient fait avorter; les conspirateurs n'avaient cependant pas perdu leurs espérances; continuant à travailler dans l'ombre, ils avaient attendu avec impatience le moment où ils pourraient de nouveau agiter l'étendard de la révolte. Les réformes introduites par Pie IX dans l'administration des États romains devinrent l'occasion qu'ils désiraient depuis longtemps. Habiles et audacieux, s'adressant à des hommes faciles à tromper, parce qu'ils sont enthousiastes, il leur fallut peu de temps pour allumer, dans tous les États de l'Italie, la fièvre révolution-

naire qui allait mettre la Péninsule en combustion. D'un autre côté, les gouvernements, emportés par l'exemple que leur donnait le souverain de Rome, crurent que les peuples étaient mûrs pour la liberté; ils pensèrent que, sans tomber dans les excès de la démagogie, les Italiens pouvaient jouir des bienfaits de la discussion et de la publicité; tous les princes posèrent dans leurs États les bases du système représentatif. Ils n'aperçurent pas derrière les manifestations enthousiastes, dont leurs concessions les rendirent l'objet de la part des peuples, les sombres figures des adeptes de la jeune Italie qui se servaient de leur générosité comme d'une arme qu'ils allaient ensuite employer pour les renverser.

A Naples, il y avait longtemps que le peuple jouissait d'institutions libérales; s'il manquait quelque chose au gouvernement constitutionnel établi par la sagesse du roi, c'étaient des garanties écrites; et lorsque, par les événements qui se succèdent dans les temps de révolution où nous vivons, on voit le peu de stabilité des Constitutions et des Chartes écrites, solennellement jurées et acceptées, on peut se demander si le fond n'est pas préférable à la forme, s'il importe qu'une nation ait reçu un texte écrit quand elle est en jouissance de toutes les institutions qu'il contiendrait?

Le 16 juillet 1846, au moment de son exaltation, Pie IX avait laissé tomber de ses mains un décret d'amnistie ; le roi Ferdinand imita l'exemple de clémence que venait de donner le nouveau pontife. Il rendit également un décret d'amnistie concernant tous les délits ou crimes politiques, mais qui, prenant une extension plus grande, abolissait les commissions militaires créées par une ordonnance du 28 mars 1826, pour juger les délits politiques, dont les auteurs rentraient dorénavant dans le droit commun et seraient déférés aux tribunaux ordinaires.

Il y avait dans les prisons de Naples, ou dans l'exil, un nombre peu considérable de Napolitains ou de Siciliens qui expiaient la conséquence de coupables erreurs. Le décret d'amnistie fut accepté par eux ; ils en profitèrent pour rentrer dans le sein de la société ; mais, comme il n'arrive que trop souvent, au lieu de bénir la main qui pardonnait, ils usèrent de leur liberté pour tramer de nouveaux complots contre le souverain qui venait de proclamer l'oubli du passé.

Les procès politiques qui ont eu lieu dans les divers États de l'Italie, durant ces dernières années, ont prouvé qu'une société, dite de la *Jeune-Italie*, avait recueilli l'héritage et continué les tra-

ditions des anciens Carbonari. Plus tard, la société de la *Jeune-Italie* fut elle-même remplacée par celle dite de l'*Unité-Italienne*. On lit dans un ouvrage publié à Naples, par Benedetto Cantalupo, la suivante organisation de la *Jeune-Italie* :

« Art. 1^{er}. — La société est instituée pour la destruction indispensable de tous les gouvernements de la Péninsule, et pour former un seul État de toute l'Italie sous la forme républicaine.

« Art. 2. — En raison des maux dérivant du régime absolu, et ceux plus grands encore des monarchies constitutionnelles, nous devons réunir tous nos efforts pour constituer une république une et indivisible.

« Art. 30. — Les membres qui n'obéiront pas aux ordres de la société secrète, et ceux qui en dévoileront les mystères, seront poignardés sans rémission.

« Art. 31. — Le tribunal secret prononcera la sentence, en désignant un ou deux affidés pour son exécution immédiate.

« Art. 32. — L'affidé qui refusera d'exécuter la sentence prononcée, sera reconnu parjure et comme tel mis à mort sur-le-champ.

« Art. 33. — Si la victime condamnée parvient à s'échapper, elle sera poursuivie sans relâche, en tout lieu, et le coupable sera frappé par une main invisible, se fût-il réfugié sur le sein de sa mère ou dans le tabernacle du Christ.

« Art. 34. — Chaque tribunal secret sera compétent, non-seulement pour juger les adeptes coupables, mais encore pour faire mettre à mort toutes les personnes qu'il aura vouées à la mort (1). . . .

Voici maintenant les principaux articles des statuts de la société de l'*Unité-Italienne*, qui paraît avoir succédé à la *Jeune-Italie*.

Les statuts de la société font connaître que son but est :

« 1° De délivrer l'Italie de la tyrannie des princes et de la domination de toute puissance étrangère ; de l'unir, de la rendre forte et indépendante, en la débarrassant de tout élément hétérogène pouvant contrarier ce but ;

« 2° Les moyens dont elle dispose sont intellectuels et matériels, c'est-à-dire les connaissances, les armes et l'argent ;

« 3° La société est composée de cercles ou unions qui ne doivent pas dépasser quarante personnes ;

(1) *Histoire de la révolution romaine*, par Alphonse Balleydier, Introduction, page 18.

tout cercle est ainsi composé : un président, un conseil de deux ou de quatre membres, un questeur et les membres inscrits, qu'on appelle *Uniti* (les unis) ;

« 4° Les cercles sont de cinq espèces : 1° le grand conseil ; 2° les cercles généraux ; 3° les cercles provinciaux ; 4° les cercles d'arrondissement ; 5° les cercles des communes. Les cercles seront concentrés de manière que les membres du conseil d'un cercle soient présidents d'un autre cercle égal ou inférieur ;

« 5° Les membres de la société sont de trois degrés : 1° les membres unis, qui sont simplement inscrits ; 2° les unitaires, qui sont les présidents et les conseillers des cercles ; 3° les grands unitaires, qui sont les membres du grand conseil, lesquels seuls connaissent la fin dernière et les moyens derniers de la société ;

«

• 47° Tous ceux qui composent la société ont deux devoirs à remplir : silence absolu, obéissance aveugle aux supérieurs. La violation de ces devoirs est punie de la seconde peine. Le conseil est juge des cercles ; dans les grandes affaires, l'approbation du grand conseil est nécessaire (1). »

(1) *La Terreur dans le royaume de Naples*, par Jules Gondou.

Ces associations occultes, organisées dans un certain nombre de villes, recevaient leur impulsion d'un comité central, établi à Paris, qui avait pour chef Mazzini, le Moïse de l'indépendance italienne, ainsi qu'il se nomme lui-même; le chef plus immédiat des sections de l'*Unité-Italienne* établies dans le royaume des Deux-Siciles était Charles Poerio, Napolitain expatrié. Lié d'intérêt avec Mazzini, il recevait de lui les instructions qu'il transmettait ensuite à ses compatriotes.

Le comité parisien travailla sans relâche pendant plusieurs années à préparer le mouvement qu'il espérait voir éclater. Ses soins principaux consistèrent à s'attacher les mécontents qu'on rencontre dans tous les États, et à instruire ses adeptes des moyens dont ils devaient user pour se créer des affidés. On a saisi des instructions que Mazzini avait dictées depuis 1840; elles font connaître le machiavélisme de la politique des modernes révolutionnaires : « Dans les grands pays, dit Mazzini, c'est par le peuple qu'il faut aller à la régénération; en Italie, c'est par les princes; il faut absolument qu'on les mette de la partie : c'est facile. Le pape marchera dans les réformes par principe et par nécessité. Le roi du Piémont par l'idée de la couronne d'Italie; le grand-duc de Toscane, par inclination et imitation; le roi

de Naples par force..... Le peuple, auquel la Constitution donne le droit de demander, peut parler haut, et au besoin commander par l'*émeute*; mais celui qui est encore dans la servitude ne peut que chanter ses besoins pour en faire entendre l'expression sans trop déplaire. Profitez de la moindre concession pour réunir les masses, ne fût-ce que pour témoigner de la reconnaissance. Des fêtes, des chants, des rassemblements, des rapports nombreux établis entre les hommes de toute opinion, suffisent pour faire jaillir les idées, donner au peuple le sentiment de sa force et le rendre exigeant (1). »

Ces citations succinctes peuvent faire apprécier le but que se proposaient les membres de l'*Unité-Italienne*, et les moyens hypocrites dont ils se servaient pour l'atteindre.

L'amnistie accordée par Ferdinand permit la rentrée du royaume des Deux-Siciles à tous les exilés politiques; ils s'empressèrent de revenir à Naples. On va voir que leur retour ne devait pas tarder à être le signal des tentatives insurrectionnelles qui éclatèrent dans les Deux-Siciles comme dans le reste de la Péninsule.

(1) *Histoire de la révolution romaine*, par Alphonse Balleydier, Introduction, page 16.

L'agitation qui grondait sourdement et allait toujours grossissant se manifesta par des actes vers les derniers mois de 1847. La France, en patronnant les réformes que les souverains accordaient dans leurs États respectifs, voulait amener pacifiquement les peuples de l'Italie au plus complet développement de la liberté honnête et possible, au régime représentatif. L'Angleterre, fidèle à ses traditions politiques, appuyait dans l'ombre les opinions les plus ardentes, et faisait annoncer qu'elle était disposée à seconder efficacement la révolution qui se préparait.

Les scènes de désordres commencèrent à Milan et dans les provinces vénitiennes, où un démagogue, nommé Tommaseo, prêchait la sédition. Gènes, Livourne, Rome, furent successivement le théâtre des tentatives encore peu hardies des révolutionnaires. L'agitation ne tarda pas à gagner le royaume de Naples. Cependant elle ne paraissait pas de nature à remuer considérablement les esprits. Quelques rassemblements armés s'étaient bien formés dans certaines provinces des Calabres, mais il avait suffi de la présence des troupes royales pour les dissiper, et le chef des insurgés, nommé Romeo, s'était livré de lui-même. Malheureusement il n'en fut pas ainsi en Sicile.

En Sicile, la plus grande partie de la terre appartient à la noblesse et à la haute bourgeoisie; la couronne, l'Eglise et les villes se partagent le reste. Les habitants de la campagne se divisent en trois classes : les *berghesi*, ou gros fermiers; les *inquilini*, ou petits fermiers; et les *contadini*, ou paysans. Cette population est laborieuse et calme; il n'en est pas de même de celle des villes où la noblesse et la bourgeoisie sont concentrées. La noblesse sicilienne jalouse la noblesse napolitaine, plus polie et plus éclairée qu'elle, et qui d'ailleurs, entourant sans cesse le souverain, resplendit d'un éclat plus grand. La bourgeoisie, orgueilleuse de ses richesses, entretient les mêmes sentiments à l'égard des Napolitains, et ces deux classes nourrissent sans cesse, depuis la conquête, le désir de rendre l'île complètement indépendante du royaume de Naples. D'un autre côté les grands seigneurs siciliens tiennent essentiellement à leurs privilèges féodaux. Les efforts tentés après la révolution de 1820 pour substituer à ces privilèges l'égalité administrative, et les dispositions libérales du Code civil français, appliquées à l'Italie méridionale sous les règnes de Joseph Bonaparte et de Joachim Murat, les irritèrent vivement contre le gouvernement de Naples. M. Amari, l'un des chefs de l'insurrection sicilienne, racontait de

cette manière l'effet de la tentative faite par le roi pour imposer à la Sicile le Code Napoléon : « Qu'on se figure, dit-il, la stupeur des Siciliens, qui s'étaient endormis avec leur libre et forte individualité du *moyen âge*, et qui se réveillaient tout à coup au milieu de l'égalité, de la concentration et du despotisme de l'empire français (1) ! » L'amour de cette libre et forte *individualité du moyen âge* a jusqu'à présent été assez puissant pour empêcher la complète application, en Sicile, du système législatif qui régit le royaume de Naples. A diverses reprises les souverains des Deux-Siciles ont été au-devant des vœux des Siciliens, et, sans permettre la séparation complète des deux royaumes, leur ont accordé les institutions nécessaires à la plus grande indépendance politique et administrative ; mais ces concessions furent suivies de troubles qui motivèrent leur rappel, et ces troubles ont toujours été suscités par la noblesse et la bourgeoisie, s'appuyant sur la population industrielle des villes, tandis que la population agricole restait impassible, sans donner aucune marque de mécontentement. Pendant le séjour qu'il fit en Sicile, en 1812, le roi Ferdinand I^{er} avait accordé à ses sujets une constitution. En 1815 il fut

(1) *La Sicile et les Bourbons*, par M. Amari.

obligé de la suspendre, car elle était devenue la cause d'une agitation sans cesse renaissante, qui tendait à ruiner le pays. Le parlement lui-même avait demandé son abrogation. Cette constitution rapportée est devenue le drapeau des mécontents, et elle a été le prétexte des troubles dont l'île est devenue le théâtre après 1820, en 1837, et enfin en 1848.

A peine le roi Ferdinand avait-il accordé son décret d'amnistie, que des murmures sourds commencèrent à se faire entendre dans les villes ; les mécontents se réunissaient dans les lieux publics et entamaient des discussions qui auraient inévitablement fini par troubler la tranquillité publique. Afin de couper court à tout prétexte de sédition, le roi, dès qu'il eut connaissance de ces symptômes d'agitation, annonça que des réformes seraient apportées à l'organisation de l'administration sicilienne, et il fixa la date du 12 janvier 1848 pour l'octroi de ces réformes ; en même temps Sa Majesté nomma lieutenant général de l'île le duc de Serra-Capriola, alors ambassadeur à Paris, diplomate distingué, qui par un long séjour en France avait façonné son esprit à la nécessité des institutions libérales. Cette promesse royale suffit pour calmer l'effervescence populaire et faire renaître le calme dans l'esprit des Siciliens.

CHAPITRE VI.

L'année 1847 s'écoula sans que l'ordre fût sérieusement troublé dans l'île, mais la tranquillité dont elle paraissait jouir n'était qu'apparente. Semblable au feu qui couve et s'élance ensuite avec une impétuosité plus grande, l'esprit révolutionnaire, en travaillant sourdement, préparait une terrible explosion. Le mécontentement des habitants se manifesta dans quelques localités par le refus d'acquitter l'impôt foncier; en plusieurs endroits, les agents du fisc durent avoir recours à certaines rigueurs pour accomplir leur devoir. Cependant l'émotion provenant de cette cause fut passagère, elle put même

paraître assoupie pendant quelques jours. Au mois de janvier elle se renouvela à Messine. M. Vignale, procureur du roi près le tribunal de cette ville, parut, dans les circonstances critiques où l'on se trouvait, manquer de l'énergie nécessaire ; il fut remplacé et transféré dans une localité inférieure. Cette mesure devint une occasion de trouble. Le 6, au matin, on aperçut exposée, au milieu de la principale place publique, une grande image allégorique représentant la ville de Messine versant des pleurs sur la disgrâce du magistrat. Bientôt un certain nombre d'individus, dont la plus grande quantité ne pouvaient ressentir ni joie ni regret du départ de M. Vignale, mais à la tête desquels on remarquait les meneurs politiques, vinrent se ranger devant cette image et y manifester leurs sympathies par les démonstrations les moins équivoques. Le rassemblement était assez nombreux pour gêner la circulation, la police dut intervenir ; aussitôt que les agents parurent, les instigateurs du mouvement se mirent à fuir en poussant les cris de *Vive l'indépendance italienne ! Vive la Constitution !* et bientôt on les vit reparaitre, porteurs de drapeaux tricolores et d'emblèmes patriotiques qu'ils promènèrent dans les rues, suivis d'une foule considérable. Des patrouilles suffirent à rétablir l'ordre dans les rues,

mais le soir la même manifestation fut renouvelée au théâtre.

Cette scène et quelques autres du même genre qui eurent lieu dans diverses villes de la Sicile n'étaient que le prélude des événements terribles dont la ville de Palerme allait devenir le théâtre.

En attendant que le jour promis pour l'octroi des réformes fût arrivé, la tolérance de l'autorité avait été assez grande pour permettre l'ouverture d'une espèce de club dont les habitués, membres de l'*Unité-Italienne*, se réunissaient au *Casino* de Palerme, et où ils se concertaient librement sur leurs projets.

Au jour annoncé pour les réformes, le 12 janvier, le duc de Serra-Capriola, retardé par des accidents de voyage impossibles à prévoir, n'était pas encore arrivé. Le peuple paraissait avoir peu de souvenir de l'échéance promise, ou du moins il semblait disposé à attendre avec patience, mais cela ne faisait pas les affaires des chefs du mouvement, qui ne voulaient à aucun prix laisser échapper une occasion d'exciter des désordres. Le 12 au matin, ils se réunirent au *Casino*, lieu ordinaire de leurs séances, et délibérèrent de ne pas tarder davantage à soulever le peuple. Au moment où le canon des forts tirait en signe d'allégresse pour célébrer la

fête du roi, les conjurés se répandirent dans les rues, sur les places, dans les carrefours, criant à la trahison, et appelant le peuple aux armes.

Dans tous les grands centres de population, il se trouve toujours des fainéants et des parasites qui se font volontiers les artisans du désordre. C'est à ces hommes que les membres du Casino s'adressèrent d'abord, ce sont eux qu'ils virent les premiers les entourer. En quelques minutes, des rassemblements obstruèrent les rues, des postes de gendarmerie furent désarmés; les magasins, les maisons se fermèrent, et la ville fut en proie à la plus vive émotion. Le duc de Majo, gouverneur de la Sicile, fit prendre les armes à la garnison, qui, commandée par le général Vial, dispersa les premiers groupes sans faire usage des armes. Malheureusement la faiblesse numérique des troupes ne permettait pas l'occupation entière de la ville. Les rassemblements, chassés d'un endroit, se reformaient dans un autre et s'augmentaient peu à peu des hommes du peuple que les conspirateurs amenaient dans leurs rangs, moitié par persuasion, moitié par contrainte. Quelques officiers de la marine anglaise étaient descendus à terre et prêtaient un appui moral aux perturbateurs. On en vit plusieurs déployer dans les rues de petits drapeaux tri-

colores attachés au bout de leurs épées. On tira sur les troupes. La cavalerie sortit pour débayer les rues, mais elle les trouva obstruées par les meubles qu'on précipitait des fenêtres des maisons. Dans tous les endroits où la troupe paraissait, elle était assaillie par des coups de feu, par une grêle de pierres ou brûlée sous des flots d'huile bouillante qu'on répandait des terrasses. Quelques moines fanatiques, la croix en main, dirigeaient le peuple en disant : « Le Christ est mort pour vous, vous devez mourir pour la patrie. » La garnison fut obligée de rentrer dans ses quartiers, et les insurgés restèrent maîtres de la ville. Leur premier soin fut d'envoyer des émissaires dans la campagne pour appeler les paysans à leur aide, en même temps ils s'emparaient d'un bateau à vapeur, *le Giglio*, le faisaient chauffer et l'envoyaient faire le tour de l'île avec la mission de soulever les populations du littoral. A l'entrée de la nuit, quelques montagnards commencèrent à arriver. Elle n'était pas encore entièrement écoulée lorsque le chef d'une bande de voleurs, le nommé Scordato, qu'on avait longtemps cru mort, descendit des montagnes à la tête d'une centaine d'hommes armés. Cette troupe entra dans la ville au milieu des acclamations de la multitude, à la lueur des illuminations qui l'éclairaient, et au

son des cloches qui célébraient le triomphe du peuple.

Dès que les troupes avaient été obligées de battre en retraite, le duc de Majo avait expédié à Naples le vapeur *Vesuvio*, pour demander des secours. Ils ne se firent pas attendre. Le 14, une escadre de neuf vaisseaux, sous les ordres du comte d'Aquila, frère du roi, portant 6,000 hommes de débarquement, commandés par les généraux Désauget et Nicoletti, arrivait en vue de Palerme. Pendant ce temps, les insurgés avaient organisé leur victoire et institué un gouvernement provisoire, dont le duc de Monteleone, dernier descendant de Fernand Cortez, possesseur d'une immense fortune, avait été proclamé le chef. Le 14, le général Vial, commandant supérieur de la garnison de Palerme, essaya une sortie; la colonne qu'il expédia devait chercher à s'emparer de la porte Maqueda, qui, comme toutes les autres portes de la ville, était au pouvoir des insurgés. Cette tentative fut infructueuse; la colonne fut repoussée. Dans un des engagements qu'elle eut à soutenir, le fils du général Vial fut atteint mortellement. Les troupes, rentrées dans la forteresse, commencèrent alors à jeter des bombes et des obus sur la ville révoltée. Le comte d'Aquila, après un séjour de vingt-quatre heures, repartit pour Naples, afin d'informer le

gouvernement de la situation. Le corps consulaire n'était pas cependant resté inactif. Sur l'honorable initiative de M. Bresson, consul de France, il s'était assemblé, et autant dans le but de protéger les personnes des étrangers que dans l'espoir d'éviter à la ville de plus grands malheurs, il avait obtenu du duc de Majo la suspension du bombardement jusqu'au retour du comte d'Aquila. Ce répit ne calma pas l'irritation populaire. Les insurgés remplacèrent le premier gouvernement provisoire par une junte de gouvernement composée des comités suivants :

1° Comité de la défense de la ville, présidé par le prince Pantellaria ;

2° Comité des finances, présidé par le marquis de Rudini ;

3° Comité des approvisionnements, présidé par le préteur de la ville, marquis de Spedalotto ;

4° Comité des affaires d'État, présidé par Don Ruggiero Settimo, maréchal de camp en retraite.

Déjà l'insurrection gagnait le pays tout entier ; à Messine, les habitants avaient arboré le drapeau tricolore italien. A Catane, à Syracuse, à Trapani, on avait organisé la garde civique. A Palerme, la situation ne changeait pas ; d'heure en heure, la force et la confiance des insurgés s'accroissaient, tandis que les troupes royales, entassées dans des endroits res-

serrés, voyaient diminuer leurs vivres et leurs ressources ; les nouvelles de l'intérieur de l'île annonçaient un soulèvement presque général et relevaient le courage du peuple. A chaque instant les comités faisaient afficher sur les murs des bulletins et des placards qui entretenaient l'agitation.

CHAPITRE VII.

Le retour du comte d'Aquila à Naples produisit une impression profonde. Le prince fit un récit pathétique de la situation déplorable de Palerme. Le roi assembla immédiatement son conseil d'État. Quelques membres penchaient pour la fermeté et conseillaient d'avoir recours à la force pour réduire les révoltés. Le roi ne voulut pas adopter ce système, qui pouvait être le meilleur, mais qui entraînait fatalement avec lui des conséquences dont il s'effrayait. Ferdinand pensa qu'en accordant d'importantes concessions aux Siciliens, il les amènerait à déposer les armes. Le 18 janvier, quatre décrets royaux, contre-

signés par le marquis Pietra Catella, représentant de l'opinion libérale modérée, parurent dans la *Gazette des Deux-Siciles*.

Le premier de ces décrets investissait la consulta de Naples et la consulta de Sicile des pouvoirs additionnels suivants :

1° Le droit d'émettre leur avis sur tous les projets de loi et tous les règlements généraux ;

2° Le droit d'examiner les affaires financières, comme le budget, la dette publique, etc., et d'émettre leur avis ;

3° L'examen, avec droit d'avis, des traités de commerce et des tarifs de douanes ;

4° L'examen des pétitions des assemblées provinciales ; les communes administreraient elles-mêmes leurs revenus sous la surintendance du gouvernement.

Le second décret proclamait l'indépendance judiciaire réciproque de Naples et de la Sicile ; il décidait qu'à l'avenir l'administration des deux royaumes serait distincte, et confiée exclusivement à des nationaux.

Cette loi devait recevoir une application immédiate.

Le troisième décret nommait pour consultants extraordinaires les ministres napolitains lorsque le

roi résiderait à Naples, et les ministres siciliens lorsque le roi résiderait en Sicile.

Le quatrième décret nommait S. A. R. le comte d'Aquila, frère du roi, lieutenant général de la Sicile, avec un ministère sicilien ainsi composé :

Intérieur, duc de Montalbo ;

Commerce et travaux publics, M. Agriel ;

Finances et affaires ecclésiastiques, don Jose Buen - Gardino , avocat général de la cour des comptes ;

Justice et police, don Jean Cassisi ;

Président du conseil, prince de Campo-Franco.

Un cinquième décret, du 49 janvier, concédait à la presse une liberté analogue à celle dont elle jouissait dans les autres États italiens. Le même jour, le roi accorda une amnistie générale pour les détenus politiques des deux royaumes.

Certes, des concessions si libérales et si nombreuses étaient faites pour apaiser la révolte ; il en aurait été ainsi si le peuple avait obéi à ses propres impulsions ; mais il était sous la direction d'hommes qui voulaient obtenir autre chose qu'un gouvernement constitutionnel. Lorsque la nouvelle des concessions accordées par le roi parvint à Palerme, les meneurs affectèrent un profond dédain pour elles ; ils interprétèrent la générosité royale comme un si-

gue de peur et de faiblesse ; ils exaltèrent les mauvaises passions en disant au peuple qu'il lui avait suffi de résister pour obtenir des réformes ; qu'en résistant encore on lui en accorderait de plus importantes. Bref, lorsque les décrets arrivèrent de Naples, le 20, la junta de gouvernement, d'accord avec la partie armée de la population, répondit par un refus formel de se soumettre, déclarant que le peuple ne déposerait les armes qu'en échange d'un décret qui remettrait en vigueur la Constitution de 1812, et convoquerait immédiatement le parlement sicilien. En même temps, les divers comités de la junta de gouvernement, qui, afin de se fortifier en centralisant leur action, venaient de se diviser en deux sections, l'une de défense, l'autre d'administration, ouvrirent une souscription nationale pour subvenir aux frais de l'insurrection, et fondèrent un journal, *le Citoyen*, afin d'étendre leurs relations avec le peuple plus sûrement qu'au moyen des placards qu'on affichait sur les murs. Chaque jour, du reste, les villes du littoral et de l'intérieur envoyaient des renforts aux rebelles de Palerme.

Cette ville était en proie à tous les maux de l'anarchie ; le gouvernement provisoire avait ouvert les prisons et donné la liberté à treize mille malfaiteurs ; le palais royal avait été pillé et dévasté ; on

avait rasé le palais du général Vial ; la vie des citoyens honnêtes était sans cesse menacée ; cinquante agents de police et un nombre presque égal de Napolitains avaient été massacrés par la populace. Les troupes royales occupaient le fort Castellamare, les casernes du môle, la prison située entre le môle et la ville, les casernes qui joignent le palais royal ; mais les rues de la ville étaient tellement barricadées, qu'il leur était impossible d'y pénétrer. Les deux partis restèrent en présence jusqu'au 22. A cette date, les vivres et les munitions commençant à manquer, le général Désauget chercha à entrer en négociations avec les insurgés ; il envoya à la junta insurrectionnelle une copie du décret d'amnistie signée par le roi, et lui fit proposer : 1° De conclure une suspension d'hostilités ; 2° de faire parvenir des vivres aux prisonniers criminels enfermés sous la garde des troupes ; 3° d'envoyer une députation de la junta à Naples, exposer au roi les demandes du peuple.

La junta repoussa toutes les propositions sans même prendre la peine d'y répondre et livra au peuple le décret d'amnistie, qui fut brûlé publiquement. Les troupes tentèrent alors une nouvelle sortie pour défendre le couvent de Novezziano, menacé par les insurgés. Après un combat long et

meurtrier, elles durent se retirer devant les rebelles qui les poursuivaient aux cris de *Vive l'indépendance sicilienne ! Vive sainte Rosalie !* Dans la soirée de ce même jour, les insurgés s'emparèrent de la Banque, où ils trouvèrent deux millions de ducats.

CHAPITRE VIII.

L'insurrection sicilienne s'était communiquée en terre ferme à la province de Basilicata; quelques soulèvements avaient eu lieu dans les Abruzzes, mais ils avaient été facilement apaisés. A Naples, les ordonnances rendues par le roi le 18 janvier avaient produit un excellent effet; elles perdirent toute leur valeur lorsqu'on apprit le refus des Siciliens de les accepter. A cette nouvelle, les transactions furent suspendues, l'argent disparut de la circulation, et la Banque se vit retirer la plus grande partie de ses dépôts. Quelques cris de *Vive la Constitution!* se firent entendre. L'opinion populaire

paraissait vivement excitée contre le marquis del Caretto, ministre de la police, et contre monsignor Coele, confesseur du roi. Fidèle à son système de concession et cherchant à prévenir tout ce qui pouvait exciter l'agitation, le roi donna l'ordre au marquis del Caretto de quitter le royaume, et, faisant violence à ses sentiments de piété, congédia également son confesseur. Cette longanimité ne ramena pas le calme dans les esprits. On voyait circuler dans les rues de Naples ces figures sinistres qui ne se montrent qu'aux approches des émeutes; des orateurs haranguaient la foule dans les cafés; le soir, des troupes d'hommes de la populace parcouraient les rues en criant : *Vive la Constitution !* L'émeute s'essayait; toutes ces circonstances étaient les présages de son apparition prochaine. Le 26 janvier, une foule, qu'on pouvait évaluer à 50,000 personnes, envahit tout à coup la rue de Tolède, au milieu du jour, en criant *Vive le roi ! vive la Constitution !* L'autorité, prise à l'improviste, exécuta aussitôt les ordres prescrits en cas d'émeute. Un drapeau rouge fut arboré au fort Saint-Elme, qui tira trois coups de canon; le fort de l'Œuf lui répondit. A ce signal, les troupes sortirent de leurs casernes, entourèrent le palais royal et se portèrent vers la rue de Tolède. La foule qui l'encombraient était si compacte, qu'elles

ne purent avancer. Quelques cavaliers qui tentèrent une charge furent démontés et foulés aux pieds. En ce moment le général Statella se présenta, et, parvenant à pénétrer seul au milieu des groupes, exhorta le peuple à l'ordre en lui disant de crier *Vive le roi!* La foule répéta ce cri, en commandant au général de crier à son tour *Vive la Constitution!* Le général, sans obéir à cette injonction, répondit : *L'arrete* (vous l'aurez). Aussitôt la foule se dissipa, et deux heures après tout était rentré dans l'ordre.

Le conseil d'État se réunit immédiatement, et tous les ministres remirent leur démission entre les mains du roi. Ferdinand hésitait à les accepter : la crainte de voir se renouveler d'une manière plus tragique les scènes du matin le détermina ; il forma de suite un nouveau cabinet composé de la manière suivante :

Affaires étrangères, Don Nicolas-Donnorso Maresca, duc de Serra Capriola ;

Finances, le prince Dentice ;

Agriculture, commerce et instruction publique, Don Gaetano Scovazzo,

Travaux publics, le prince de Torella ;

Justice et affaires ecclésiastiques, Don Cesidio Bonanni ;

Intérieur, Don Carlo Cianciulli ;

Ministre d'État et président de la consulte, Don Antonio Statella, prince de Cassaro ;

Procureur général de la Cour des comptes, Don Pietro d'Urso.

En même temps, le roi déclara, par un décret, qu'il accordait au royaume une Constitution fondée sur les mêmes principes que la Charte française et dont les articles seraient présentés dans un délai de dix jours à la sanction royale.

Les membres du nouveau cabinet appartenaient tous à l'opinion progressive modérée. Le duc de Serra Capriola, ex-ambassadeur à Paris, s'était familiarisé depuis longtemps aux pratiques du gouvernement constitutionnel ; par son caractère honorable et la fermeté de ses convictions, il présentait toutes les garanties désirables aux libertés napolitaines. M. Bonanni, magistrat d'une haute intelligence, professait des opinions libérales éclairées. Le prince Dentice, directeur de la caisse d'amortissement, joignait à une grande pratique des affaires contentieuses une profonde intégrité et un jugement sain qui devait nécessairement le porter à d'importantes réformes dans l'administration des finances. M. Cianciulli, ancien officier supérieur de cavalerie, disgracié en 1821, avait donné dans maintes circonstances les gages les plus éclatants de son dévoue-

ment à la cause libérale ; il réunissait toutes les qualités nécessaires à la direction des affaires intérieures. Le prince de Torella, homme des plus éclairés, avait toujours joui d'une juste considération ; le libéralisme était héréditaire dans sa famille. M. Scovazzo joignait à une science profonde une éloquence qui devait lui attirer de grands succès oratoires au parlement. La nomination du prince de Cassaro, homme de l'esprit le plus fin, était un gage de plus des intentions libérales du roi.

M. Cianciulli ayant refusé le portefeuille de l'intérieur, fut remplacé par M. Bozzelli, ancien conseiller d'État.

Le décret relatif à la Constitution excita un indicible enthousiasme dans les rangs de ceux qui se laissaient séduire par les menées révolutionnaires. Le 28 janvier, une multitude immense, fidèle aux instructions de Mazzini, portant des cocardes ou des flots de rubans aux couleurs anglaises, belges, piémontaises, lombardes, françaises, agitant de gigantesques drapeaux tricolores, se réunit sur la place du palais, demandant à grand cris le roi. Ferdinand II sortit à cheval, suivi de ses deux frères, les comtes d'Aquila et Trapani, et parcourut la rue de Tolède au bruit des cris de *Vive le roi ! vive la Constitution ! vive l'Angleterre ! vive Charles-Al-*

bert ! etc.; continuant sa promenade, le monarque arriva au *Mercato*, lieu plus particulièrement habité par le vrai peuple, c'est-à-dire par les ouvriers, les pêcheurs, les marins, les lazzaroni; là la manifestation changea de nature; tous ces hommes s'empres-
saient autour du prince en criant *Meure la Constitu-
tion ! vive le roi !* Il y avait dans l'expression de ces
sentiments si dissemblables l'histoire de tous les
événements qui vont successivement se dérouler.

CHAPITRE IX.

L'enthousiasme des libéraux s'accrut encore lorsque, le 2 février, parut un nouveau décret d'amnistie pleine et entière pour tous les délits ou crimes politiques, qui en même temps supprimait le ministère spécial de la police pour en faire une direction du ministère de l'intérieur. Le roi, en allant ainsi au-devant des désirs de la population, ne s'était pas dissimulé les dangers dont il s'environnait, mais il espérait toujours que ses concessions désarmeraient ses ennemis. On rapporte que le 26 au matin un vieillard vénérable, le banquier Dupont, établi à Naples depuis quarante ans, estimé du peuple et bien

vu à la cour, s'était rendu chez le roi et lui avait fait un sombre tableau de la situation, en lui montrant la révolution aux portes de Naples; il avait insisté sur la nécessité de faire de larges et promptes réformes, afin de mettre les institutions en rapport avec les nécessités de l'époque. En parlant ainsi au souverain, le vénérable vicillard vit des larmes couler de ses yeux, à l'idée seule qu'il faudrait peut-être faire emploi de la force pour calmer la sédition naissante. Le roi, sans crainte pour sa personne, cherchait par tous les moyens à ramener les esprits égarés. Souvent, accompagné d'un seul aide de camp, il parcourait les rues de Naples, et, s'approchant des personnes qu'il connaissait, les exhortait à user de leur influence pour engager le peuple à la tranquillité. Dans une de ses promenades le roi rencontra le jeune duc d'Albanetto, fils du duc de Proto, qui avait été arrêté quelques semaines auparavant pour ses opinions exaltées, il l'aborda et lui dit avec douceur : « Proto, calmez vos désirs, vous voyez que
« j'ai fait tout ce que je devais faire, faites aussi votre
« devoir. » Puis, apercevant à la boutonnière du jeune duc une cocarde tricolore, il ajouta d'un air presque suppliant : « Ne portez pas ces couleurs, ce ne sont
« pas les miennes, elles nous donneraient des difficul-
« tés avec les autres pays. J'ai ma cocarde, il n'est

« pas nécessaire d'en changer pour avoir une Constitution. » C'est par cette bienveillance et cette mansuétude, dont il usait dans la vie privée comme dans les actes de son gouvernement, que Ferdinand se flattait de pouvoir éviter l'emploi des mesures de rigueur ; on verra combien le monarque se trompait.

En Sicile, la situation au lieu de s'améliorer s'aggravait de jour en jour. A Messine, des mouvements insurrectionnels avaient eu lieu dès le commencement de janvier. La garnison était parvenue à les calmer. A la nouvelle des événements accomplis à Palerme, la population avait été de nouveau en émoi. La menace du commandant de la place de mettre la ville en état de siège si l'émeute éclatait, avait comprimé l'effervescence ; mais les nouvelles qui parvenaient journellement de Palerme la ranimèrent. Le 29 janvier une partie du peuple attaqua les troupes et les contraignit à reculer. Rentrées dans le fort, elles durent pour leur défense lancer quelques bombes sur la ville. Lorsque les insurgés reçurent communication des réformes accordées par le roi, ils refusèrent de mettre bas les armes et répondirent vouloir tout faire dépendre de la décision du gouvernement provisoire de Palerme. Les autres villes de la Sicile avaient suivi l'exemple de Palerme et de

Messine, et s'étaient soulevées contre l'autorité royale. A Palerme, après de nouveaux engagements, le général Désauget avait dû faire embarquer ses troupes, ne laissant que huit cents hommes dans le fort Castellamare, qui, avec la citadelle de Messine et le fort de Syracuse, furent alors les seuls points dont les troupes royales demeurèrent en possession.

Le 4 février la junte insurrectionnelle de Palerme se constitua en gouvernement provisoire pour toute l'île. Don Ruggiero Settimo fut nommé président du comité général, qui commença ses travaux par la convocation du parlement sicilien à Palerme pour le 1^{er} mars. Le 5 février, la position n'étant plus tenable pour les troupes, qui manquaient de vivres et n'avaient plus de munitions, le fort Castellamare fut rendu par capitulation entre le colonel Gross, son commandant, et le gouvernement provisoire de l'île. La veille, après neuf heures de combat, cinquante hommes du peuple, vêtus des uniformes de soldats tués pendant l'action, étaient entrés par surprise dans le fort Montréal, et, en ouvrant ses portes, avaient contraint son commandant à capituler. Le 8 février, le commandant Luigi Yauch arriva de Naples avec trois frégates à vapeur; le roi n'avait pas encore pu se résoudre à sévir, et il avait chargé

don Luigi Yauch de conclure avec les insurgés une convention qui permettait aux prisonniers militaires, ainsi qu'à leurs familles et aux employés civils, de quitter la Sicile, tandis que les employés siciliens qui se trouvaient dans le royaume de Naples devenaient libres de rentrer en Sicile. Le commandant Yauch réussit dans sa mission. La convention qu'il venait de signer réglait en outre les rapports provisoires entre les deux pays.

CHAPITRE X.

Fidèle à sa promesse, le roi promulgua, le 10 février, la Constitution annoncée par décret du 27 janvier. Fondée sur les mêmes principes que la Charte française de 1830, cette Constitution instituait deux Chambres, consacrait l'inviolabilité du roi et la responsabilité des ministres, donnait toute liberté à la presse, soumise seulement à des mesures répressives, instituait une garde nationale, et déclarait que la religion catholique, apostolique et romaine était le seul culte reconnu et toléré.

Cette Constitution, que la magnanimité du roi avait accordée avec la plus parfaite loyauté et la plus

entière bonne foi, fut reçue avec indifférence par la population. Quant aux démagogues, ils l'acceptèrent comme un moyen de réaliser leur coupable projet de révolution.

En Sicile, les choses restaient dans le même état; des envois de troupes avaient été renforcer les garnisons de Messine et de Syracuse; de temps à autre des engagements avaient lieu entre le peuple et les troupes, sans que la situation s'en trouvât modifiée; cette lutte qui se prolongeait avait fait surgir des chefs militaires dans le parti populaire; parmi eux, une femme nommée Maria Testa s'était fait remarquer par son courage et le fanatisme de ses opinions. A Palerme, le peuple avait démoli les fortifications qui entouraient le palais royal, et la junte de gouvernement avait institué un conseil de recrutement chargé de lever huit bataillons de ligne, deux escadrons de cavalerie et deux compagnies d'artillerie. Le gouvernement insurrectionnel, qui voulait expulser les troupes de la Sicile entière, dirigea toutes ses forces vers Messine et donna l'assaut à la citadelle; la garnison, réduite aux dernières extrémités, dut faire emploi de l'artillerie pour sa défense. Les bombes allumèrent l'incendie dans différents endroits de la ville.

La Sicile est depuis longtemps l'objet des convoi-

tises du gouvernement britannique. L'Angleterre n'a pas oublié la position qu'elle y a occupée naguère, lors de sa lutte acharnée contre Napoléon; la possession de cette île, en lui assurant une position importante dans la Méditerranée, lui donnerait en même temps une grande influence sur l'avenir de l'Algérie et consoliderait d'une manière définitive les envahissements continuels des capitalistes anglais, qui semblent déjà considérer cette terre comme leur propriété. Depuis le commencement de la lutte entre Palerme et Naples, des navires de guerre anglais avaient constamment croisé le long des côtes de Sicile; et leur apparition était devenue partout le signal de l'insurrection. En plusieurs endroits, on avait vu les officiers anglais descendre à terre et se concerter avec les rebelles; il paraissait évident que le gouvernement britannique patronait la révolte, cela ne put plus être mis en doute lorsqu'on apprit que sur différents points les bâtiments anglais avaient fourni aux insurgés des armes et des munitions. Au commencement du mois de mars, lord Minto, ambassadeur ambulant du cabinet britannique, qui parcourait incessamment l'Italie entière, et dont la présence devenait en tous lieux le signal de la sédition, parut à Naples (1). Son arrivée dans

(1) « Lord Minto, a dit M. Cochrane au parlement, le 3 mai 1830,

la ville coïncida avec les nouvelles annonçant la révolution accomplie à Paris à la fin de février; aussitôt le peuple, qui était rentré dans le calme depuis la promulgation de la Constitution, s'ameuta de nouveau.

L'insurrection, commencée en Lombardie, descendait rapidement la Péninsule et menaçait d'envahir le royaume de Naples; le roi promulgua alors la loi électorale, applicable aux provinces de terre ferme; ses dispositions libérales apaisèrent pour un temps l'effervescence qui renaissait. Aux termes de cette loi, le cens des électeurs était fixé à 24 ducats (100 francs) de revenu imposable, et à 240 ducats (1,000 francs) pour les éligibles; il devait y avoir cent soixante-quatre députés pour le royaume de Naples; il restait entendu que la Sicile jouirait d'un gouvernement et d'une représentation séparés.

Lord Minto, depuis son arrivée à Naples, travaillait activement à amener le gouvernement à accéder aux demandes des Siciliens; le roi, se fiant aux assurances qu'il lui donnait, que de nouvelles et larges concessions ramèneraient les Siciliens égarés dans la voie du devoir, préféra restreindre encore ses

« avait été envoyé en Italie avec la mission de révolutionner Naples, « Rome et la Toscane. » Lord Palmerston, présent à cette séance, n'a pas contredit ces paroles.

droits et son autorité que de s'exposer à voir le sang couler de nouveau. Le 11 mars, lord Minto partit pour la Sicile porteur de toutes les concessions demandées par les Siciliens; elles accordaient un parlement administratif et une milice séparés; le prince de Trabia était nommé lieutenant général du roi, en Sicile; le prince del Cassaro devenait président du conseil des ministres, et le commandeur Scovazzo ministre pour la Sicile à Naples; les généraux François et Henri Statella étaient nommés gouverneurs de Palerme et de Messine; les citadelles de Messine et de Syracuse devaient seules conserver une garnison de troupes royales; enfin, en cas de dissentiment, le roi choisissait pour arbitres du différend entre lui et les Siciliens le grand-duc Léopold de Toscane, le roi de Piémont Charles-Albert, et en appel le pape Pie IX.

On ne pouvait douter que ces concessions radicales ne fussent acceptées par les insurgés siciliens, car elles étaient en tout conformes aux demandes du gouvernement de Palerme. Il en fut cependant autrement. Lorsque lord Minto arriva à Palerme, le gouvernement provisoire répondit par un refus, et, d'accord avec l'ambassadeur de la Grande-Bretagne, dans lequel le roi Ferdinand avait placé sa confiance, formula une nouvelle série de demandes plus

impérieuses encore que les précédentes. Il voulait qu'une loi décidât que le roi enverrait un vice-roi pour gouverner la Sicile; que, lorsque ce vice-roi ne serait pas membre de la famille royale, il devrait être Sicilien, et que, dans tous les cas, il jouirait de tous les droits que la Constitution donne au pouvoir exécutif. Les nominations aux emplois faites par le gouvernement provisoire seraient maintenues, et les Siciliens seraient déclarés seuls aptes à remplir les fonctions d'employés; le parlement sicilien serait immédiatement convoqué, la garde nationale maintenue avec la même organisation; tous les ministres pour la Sicile devraient y résider; les questions d'intérêt commun aux deux pays seraient résolues d'accord par les deux parlements; enfin, on démolirait les parties des forteresses menaçantes pour les villes.

Telles étaient les nouvelles exigences des rebelles. Y souscrire eût été une véritable abdication. L'intérêt des deux royaumes ne le permettait pas au souverain. En effet, ces prétentions rompaient violemment et pour toujours l'unité de la monarchie; elles auraient troublé la renaissance de l'Italie et compromis l'indépendance et le glorieux avenir de la patrie commune; la mauvaise foi du gouvernement sicilien était d'ailleurs évidente: si le roi avait accédé à ses nouvelles demandes, il en aurait assurément for-

mulé de plus impérieuses encore ; Ferdinand dut s'y refuser. C'est ce qu'il fit, et, par un décret du 22 mars, rendu sur l'avis du conseil des ministres, le roi déclara rejeter les nouvelles propositions de la Sicile, et protester contre tout acte qui ne serait pas dorénavant accompli en conformité de la Constitution.

Au milieu de ces négociations, le gouvernement de Palerme ne restait pas inactif. Il avait convoqué le parlement sicilien, en retardant sa réunion au 25 mars, et en décidant, par une amère dérision, que le roi serait invité à se faire représenter à son ouverture.

A la suite de la décision prise sur les affaires de Sicile, deux ministres, MM. Scovazzo et Bonanni, donnèrent leur démission. Ils furent remplacés par Carlo Poërio et Salicetti. Ces deux hommes appartenaient au parti le plus avancé. Le lendemain de son entrée aux affaires, Salicetti proposa d'expulser les jésuites de Naples. Sa proposition fut repoussée par ses collègues ; mais le ministre en informa le peuple des clubs. Peu de jours après, le 9 mars, une foule nombreuse envahit les places de *Jesus* et du *Mercatello*, qui bordent le collège des Jésuites, et se mit à vociférer des cris hostiles. Les Pères sortirent en demandant ce qu'on leur voulait. Un orateur du ras-

semblement répondit que le peuple voulait qu'ils sortissent de Naples. Ils répondirent d'abord qu'ils attendraient un ordre du gouvernement; puis, afin d'ôter tout prétexte de trouble, ils déclarèrent bientôt après qu'ils quitteraient la ville le lendemain. En effet, le 10 au matin, les Pères sortirent de leur communauté, abandonnant forcément les enfants dont l'éducation leur était confiée, et ils allèrent s'embarquer pour quitter Naples et leur pays. Le gouvernement ne s'opposa pas à leur départ, dans la crainte de voir naître une collision. Dès que les Pères eurent abandonné leur demeure, la multitude patriote l'envahit, pilla tout ce qu'elle renfermait, et n'en sortit qu'après l'avoir littéralement saccagée.

CHAPITRE XI.

Le 25 mars le parlement, convoqué par le gouvernement provisoire, se réunit à Palerme. A onze heures du matin, le sénat, les membres de la cour suprême de justice, les fonctionnaires, le clergé et les officiers de la garde nationale, se rendirent en cortège à l'église Saint-Dominique, où étaient déjà réunis les pairs et les députés, les membres du corps consulaire et grand nombre de curieux. La séance

s'ouvrit par la célébration de la sainte messe, et au bruit des cloches et des détonations de l'artillerie des forts Castellamare et Garitta. Après l'office, le président du gouvernement, don Ruggiero Settimo, monta dans une tribune disposée au centre de l'église, et lut un discours d'ouverture qui contenait le résumé de l'histoire du soulèvement de l'île, et qui se termina, aux applaudissements unanimes des auditeurs, par la déclaration que la protestation faite par le roi à Naples, le 22 mars, étant contraire au paragraphe 17 du chapitre de la Constitution de 1812, relatif à la succession au trône; sans en tenir aucun compte, le gouvernement déclarait le parlement de Sicile légalement ouvert à Palerme.

Telle fut la réponse faite aux généreuses instances du souverain.

Le parlement inconstitutionnel commença immédiatement ses travaux. Don Ruggiero Settimo, ancien ami de Nelson et chef du parti anglais en Sicile, panégyriste de l'empereur de Russie, fut déclaré régent par la Chambre des pairs et président par la Chambre des communes; plus tard il fut institué président de la Sicile par une commission mixte des deux Chambres. On lui adjoignit un ministère composé ainsi :

Affaires étrangères, don Muriano Stabile;
Guerre et marine, le baron Riso;
Justice, le baron de Lumia;
Intérieur, M. Calvi;
Finances, marquis Corda;
Instruction publique, prince de Scordia.

Le parlement procéda immédiatement à sa Constitution. Le duc de Serra di Falco fut élu président de la Chambre des pairs; la Chambre des communes choisit pour ses présidents MM. Torrearsa et Fardella. On s'occupa ensuite de la vérification des pouvoirs. Cette opération terminée, le parlement délibéra sur la forme de gouvernement qu'il convenait de donner définitivement à la Sicile. Après avoir décidé que les prérogatives de la couronne seraient confiées à un régent, puis, par un autre projet, que le gouvernement serait renfermé tout entier dans le parlement, les deux Chambres tombèrent d'accord sur un décret conçu en ces termes :

« Le parlement de Sicile a rendu le décret suivant :

« **ARTICLE 1^{er}.** Ferdinand de Bourbon et sa dynastie, sont déchus du trône de Sicile.

« **ART. 2.** La Sicile aura un gouvernement con-

stitutionnel et appellera au trône un prince italien aussitôt qu'elle aura reformé la Constitution.

« Fait et délibéré à Palerme, le 13 avril 1848.

« Le président des communes,

« *Signé* : Marquis de TORREARSA ;

« Le président de la Chambre des pairs,

« *Signé* : Duc de SERRA DI FALCO.

« Pour copie conforme :

« Le président du royaume,

« *Signé* : RUGGIERO SETTIMO.

« Pour copie conforme :

« Le ministre de l'intérieur et de la sûreté
« publique,

« *Signé* : CALVI. »

Ce décret, qui dépassait en audace tout ce que l'on pouvait attendre d'un peuple insurgé, avait été rendu sur la proposition de Torrearsa, du duc de Serra di Falco et sur les instances du père Ventura, que sa conduite à Rome avait fait nommer pair de Sicile. Le décret de déchéance de la maison de Bourbon jeta la stupeur dans les rangs de la population tranquille et paisible de la Sicile, mais il fut accueilli avec enthousiasme par les insurgés, qui illuminèrent la ville de Palerme pendant trois jours, en signe de réjouissances, et brisèrent en morceaux les

statues des membres de la famille de Bourbon qui ornaient les places et enrichissaient les musées.

Les événements qui se préparaient dans le royaume de Naples n'avaient pas moins de gravité. La nouvelle de la Révolution de février avait mis la Lombardie en combustion. Milan, par sa résistance, avait forcé l'Autriche à reculer momentanément, et semblait avoir donné le signal de la ruine de la puissance impériale dans les pays situés au nord de la Péninsule. Au milieu de ces circonstances, en présence de l'enthousiasme qui se manifestait en Italie pour l'unité nationale, le Piémont chercha à se faire le centre de cette unité nouvelle; déjà le roi Charles-Albert avait adressé sa proclamation aux peuples de la Lombardie et de la Vénétie. Le grand-duc de Toscane avait appelé ses sujets à prendre les armes pour la cause de l'indépendance italienne; seul, le roi Ferdinand, préoccupé de la révolte de la Sicile, n'avait pas encore participé activement à la guerre de l'indépendance. Les patriotes de Naples murmuraient de son inaction et songeaient à la prendre comme prétexte de nouvelles agitations. Ils parvinrent en effet à ameuter le peuple. Des rassemblements, composés en grande partie de Belges, de Lombards, de Siciliens, se portèrent devant le palais du prince de Schwartzemberg, ambassadeur

de la cour d'Autriche, arrachèrent les armoiries impériales qui surmontaient la porte d'entrée, et les brûlèrent après les avoir trainées dans la boue des ruisseaux. Le prince de Schwartzenberg quitta immédiatement Naples.

Le 31 mars au soir, une foule compacte se présenta devant le palais. Les hommes qui la dirigeaient portaient un *ultimatum* rédigé par Salicetti ; ils demandaient la transformation de la Chambre des députés en Assemblée constituante, l'abolition de la pairie, le suffrage universel, l'envoi de trois plénipotentiaires à Rome pour y débattre l'organisation de la confédération italienne, la réforme de tout le personnel administratif, judiciaire et militaire, et l'envoi immédiat de troupes au secours des Lombards. Le ministre de la guerre harangua le rassemblement, et quelques patrouilles suffirent pour le dissiper.

Ferdinand n'avait pas besoin que les libéraux lui rappelassent la lutte des Lombards pour sentir toutes ses sympathies éveillées en faveur de ce peuple, vaillant soutien de la cause de l'indépendance italienne ; à plusieurs reprises le roi avait manifesté son opinion à ce sujet dans le conseil, et, si ses désirs ne s'étaient pas encore réalisés, il fallait l'attribuer à la résistance de la majorité du con-

seil. Les premiers échecs éprouvés par les Lombards, qui résultaient évidemment de leur infériorité numérique, entraînèrent sa détermination; à la nouvelle des premiers succès de l'armée autrichienne, il annonça à ses ministres la volonté où il était d'envoyer immédiatement des secours en hommes et en argent aux Lombards. Les ministres donnèrent leur démission, le roi les accepta et forma un nouveau cabinet composé de :

M. de Troia, président du conseil ;

M. Paolo Imbriani, ministre de l'instruction publique ;

M. Dragonetti, ministre des affaires étrangères ;

M. Vignali, ministre de la justice et de l'intérieur ;

M. Ferretti, ministre des finances, de l'agriculture et du commerce ;

M. Uberti, ministre des travaux publics ;

M. Raffaele Giudice, ministre de la guerre et de la marine.

Les membres de ce nouveau cabinet appartenaient à l'opinion avancée. Comme l'esprit de toute l'opposition est toujours de dénigrer les intentions de celui qu'elle combat, les patriotes répandirent le bruit que le nouveau ministère, comme condition de son entrée aux affaires, avait exigé du roi la promesse d'expédier des troupes en Lombardie, de mo-

difier la loi électorale, de donner à la Chambre des députés le droit de nommer cent quatre-vingts personnes, parmi lesquelles le roi choisirait les pairs ; enfin, d'attribuer aux Chambres le droit d'élargir les bases de la Constitution. Ces bruits étaient faux, la dignité du roi ne lui aurait pas permis de souscrire à de semblables conditions ; ils furent démentis dans le journal officiel.

Le roi rassembla ses ministres dès qu'il les eut nommés, et leur proposa de dépêcher des secours en Lombardie. Il fut décidé qu'on enverrait un corps d'armée de 16,000 hommes, ainsi qu'un certain nombre d'officiers instructeurs dont le gouvernement de Venise avait fait la demande.

Déjà quelques Napolitains étaient partis pour rejoindre l'armée de Charles-Albert, sous les ordres d'un officier nommé Raffaele Scala, qui avait vendu aux enchères une partie de son avoir, afin d'équiper les volontaires. La princesse de Belgioso, oubliant son rôle de femme, avait accompagné ces précurseurs des troupes royales. Les préparatifs de départ de l'armée expéditionnaire furent hâtés autant que les circonstances l'exigeaient. Le 27 avril, une escadre composée des frégates à vapeur *le Roberto*, *le Charles III*, *le Ruggero*, *le Taunila*, *le Guiscardo* ; des frégates à voiles *la Regina*, *la Isa-*

bella et du brick *le Prince-Charles*, portant 8,000 hommes de débarquement, sous le commandement des généraux Pepé et Statella, sortit de la rade de Naples aux acclamations de la foule rassemblée sur les quais.

Pendant que le roi Ferdinand, que ses ennemis accusaient de tiédeur, manifestait ainsi ses sentiments pour la cause italienne, les révolutionnaires de Palerme répondaient aux demandes de secours des Lombards et des Vénitiens en décidant, par un décret écrit en style pompeux, qu'un canon portant cette inscription : « *La Sicile indépendante et italienne à la Toscane* » serait envoyé à Florence; mais, quant à des troupes ou à de l'argent, il n'en fut pas question.

CHAPITRE XII.

A Messine, quelques engagements avaient eu lieu entre la garnison et les avant-postes des rebelles, et les troupes royales en suspendant leur feu avaient prévenu de nouveaux malheurs. Le parlement, poursuivant ses travaux, avait formé une commission mixte composée de membres des deux Chambres, pour expliquer les motifs de la déchéance de la dynastie de Bourbon. Cette commission devait en même temps réviser la Constitution de 1812. Le roi Ferdinand, espérant toujours qu'il parviendrait à désarmer les Siciliens sans avoir recours aux mesures extrêmes, envoya, vers la fin d'avril, don An-

dreo Romeo à Messine, pour traiter d'un armistice avec les révoltés. Don Romeo, au lieu de descendre lui-même à terre pour régler la convention à laquelle les Messinois semblaient disposés à adhérer, chargea de ce soin un Sicilien, nommé Pletino, qui outrepassa les instructions du cabinet de Naples, et le général Pronio, commandant la forteresse de Messine, dut s'opposer à la mise en vigueur de l'armistice signé par ce dernier.

La population de Naples était loin d'être tranquille. Les patriotes affectaient de se défier des intentions du roi et de n'avoir pas foi dans ses promesses, malgré les gages qu'il ne cessait de donner à la cause libérale. Le 29 avril, les élections n'étant pas terminées, un décret prorogea au 15 mai l'ouverture du parlement. Dès qu'il fut connu, des groupes nombreux encombrèrent la ville, tandis que des troupes d'hommes couverts de haillons parcouraient la rue de Tolède, et venaient jusque sous les fenêtres du palais royal en criant : *A bas le ministère !* Ces promenades tumultueuses, ces rassemblements qui se renouvelèrent plusieurs jours de suite, étaient le prélude des événements qui devaient éclater le 15 mai, jour fixé pour un mouvement simultané dans l'Europe entière. Les membres de l'*Unité-Italienne* aspiraient à renverser le trône de Ferdinand ; en

préchant le bien du peuple, ils cherchaient par des voies impies à satisfaire leur ambition criminelle et insensée; ils haranguaient le peuple et employaient tous leurs efforts pour exciter sa colère. La proclamation suivante, répandue à profusion, montre quel était leur but et les moyens dont ils voulaient se servir pour l'atteindre :

« La liberté est un fruit exquis qui ne se cueille point parmi les épines qui l'entourent, sans accepter de grands et cruels sacrifices. Apprêtez-vous, armez-vous et unissez-vous immédiatement aux légions sacrées de la vengeance, dès qu'elles paraîtront dans votre pays. L'heure de la justice, celle qui nous mettra en possession de nos droits imprescriptibles, sonnera bientôt. Que les bons se prononcent immédiatement et à visage découvert, avec leurs équipages de guerre, et qu'ils se placent à la suite des membres loyaux de la sainte légion. Les militaires de toutes armes, les employés de toutes les administrations, seront immédiatement fusillés s'ils osent montrer la moindre hésitation; si au contraire ils emploient les moyens en leur pouvoir pour faire ressortir notre grand dessein, on les récompensera justement et généreusement de leurs services.

« Nos intelligences s'étendent dans tout le royaume. Nous avons échangé nos correspondances avec

les patriotes d'Italie, de France, d'Espagne et d'Angleterre; nous accomplirons nos desseins par un accord universel, et notre fer vengeur terrassera pour toujours le despotisme. Le grand Architecte de l'univers n'a point été sourd aux plaintes de tant d'opprimés; la lumière se montre déjà; nous arrivons au moment prochain de la manifestation de nos desseins. Que le cri : *Aux armes !* s'élève en même temps que celui de la revendication de nos droits.

— Demandons la Constitution de 1820. — Aux armes ! aux armes ! Le ciel est fatigué de voir des souverains et des ministres parjures !!! — Aux armes ! aux armes !!! Et, pour que tous les gouvernements provisoires établis dans chaque localité puissent agir avec ensemble jusqu'à la réunion d'un parlement national constituant, voici les règles que nous avons sanctionnées et qui sont acceptées universellement.

« Art. 2. Sera déclaré ennemi public, et comme tel fusillé, tout ecclésiastique qui, abusant du ministère sacré, excitera le peuple à supporter l'esclavage, ou qui, de quelque manière, le dissuadera de prendre les armes pour réclamer la Constitution de 1820, jurée solennellement par le roi, les évêques, l'armée et par toute la nation, et qui a été abolie par

les armes allemandes par suite de la trahison d'un roi parjure, de quelques députés et de généraux infâmes.

« Art. 3. Sera pareillement déclaré ennemi public et comme tel fusillé, tout capitaine, officier subalterne, sous-officier, et toute personne ayant un commandement, qui ne se décidera point immédiatement à soutenir la légion sacrée et n'évitera pas de laisser verser le sang des citoyens... (1). »

Voici un autre échantillon du langage que les révolutionnaires tenaient au peuple :

LE GRAND CONSEIL DE L'UNION ITALIENNE, AUX
UNITAIRES DE LA PROVINCE DE NAPLES,

« Salut et liberté,

« L'Italie marche dans sa voie ; encore un peu de temps, et elle arrivera. Hâtez-vous, ô frères ! et ne perdez pas l'occasion. Voyez Venise et la Sicile, terres de sainte liberté ! Voyez la Toscane et le Piémont, qui ont juré de constituer l'Unité italienne et de chasser le cruel Allemand qui a porté la mort et la dévastation dans la Lombardie. Vous seuls, ô

(1) *La Terreur dans le royaume de Naples*, par Jules Gondou.

frères ! vous seuls restez en arrière. Il est vrai que vous avez ce tigre de Bourbon qui vous déchire les membres et qui boit votre sang, cet hypocrite, ce fourbe, ce grand scélérat de Ferdinand (*sceleratissimo*). Mais n'êtes-vous point des Italiens, vous ? N'avez-vous point un poignard ? Personne de vous ne donnera donc sa vie pour vingt-quatre millions de frères ? Un homme, seul, un seul coup de pointe (*punta*), donnera la liberté à l'Italie, fera changer la face de l'Europe ! Et personne ne voudra acquérir cette belle gloire (*bella gloria*) !

.....
« Travaillez dans les ténèbres, et, quand vous montrerez à la lumière les fruits de votre travail, faites-vous admirer au monde, qui vous glorifiera. Imitiez Venise, la Sicile, Rome, Florence, Turin ; montrez que vous aussi vous êtes Italiens ! Frères, nous vous attendons ; venez, vous aussi, à la grande confraternité de l'Unité italienne ! »

Pendant que les patriotes de Naples employaient cette propagande implacable et acharnée pour exciter à la révolte, la ville de Messine lançait des émissaires dans les Calabres, et s'efforçait d'y amener un soulèvement. La position devenait critique, elle s'aggrava encore par la retraite de trois ministres, qui

donnèrent leur démission. L'avant-veille du jour fixé pour l'ouverture du parlement, les murs de Naples furent couverts de placards incendiaires et d'affiches séditieuses qui excitaient à l'émeute. En même temps des nouvelles sinistres circulaient en ville ; les chefs de l'insurrection répandaient le bruit que le roi était prêt à violer sa parole, et qu'il allait proroger indéfiniment la réunion des Chambres. Les meneurs disaient hautement qu'il fallait chasser de Naples les Bourbons, avec lesquels la prospérité et la liberté étaient impossibles.

Les députés commençaient à arriver des provinces. Le 13 mai au soir, une centaine environ étaient déjà réunis à Naples. Le 14, le journal officiel publia une liste de pairs choisis par le roi, suivant le mode prescrit par la Constitution. Cette liste était accompagnée du cérémonial qui serait observé pour l'ouverture du parlement. Les membres des deux Chambres devaient se réunir dans l'église Saint-Laurent ; à l'issue de la messe le roi devait prononcer un discours d'ouverture, après lequel les pairs et les députés seraient appelés à prêter serment sur l'Évangile en jurant fidélité au roi et à la Constitution octroyée le 10 février. Les meneurs prétendirent qu'il avait été précédemment entendu que la première législature aurait toute latitude

pour développer les nouvelles institutions, et qu'en conséquence on ne pouvait exiger du parlement un serment préalable de fidélité à la Charte du 10 février. Sur leurs instigations, les députés présents s'assemblèrent à *Monteolivetto*, dans une des salles de l'Hôtel de Ville; après une discussion confuse et orageuse, ils envoyèrent une députation au président du conseil des ministres pour lui dire qu'il serait contraire aux principes constitutionnels de prêter serment avant la vérification des pouvoirs, et que le premier soin des Chambres devait être d'élire d'abord un bureau provisoire ayant pour président le doyen d'âge et de procéder ensuite à la vérification des pouvoirs des mandataires du peuple.

Les ministres approuvèrent cette résolution; le roi la repoussa. Ils remirent alors collectivement leurs démissions; c'était faire cause commune avec les chefs du mouvement; le roi les refusa. Par mesure de précaution, un régiment vint entourer le palais royal. Les députés, joints aux chefs de l'insurrection, attendaient à l'Hôtel de Ville la réponse du cabinet; à minuit, ne la recevant pas, ils se répandirent dans les rues, appelant le peuple aux armes. La garde nationale s'assembla, et, au lieu de se diriger vers le palais royal, elle alla se poster aux abords de l'Hôtel de Ville. Dans la nuit, elle se

divisa, et diverses compagnies s'occupèrent à élever des barricades dans les rues.

Un pair, le prince San-Giacomo, qui se rendait vers minuit au palais du roi, fut arrêté par les insurgés et forcé de travailler aux barricades; il put cependant s'échapper à la faveur de la confusion, et arriva au palais tête nue et les habits en désordre.

« Grand Dieu ! dit le roi, qu'arrive-t-il ? d'où venez-vous ? »

— Sire, lui répondit le prince, la ville est en pleine insurrection ; il y a des barricades partout. J'étais à Paris en 1830, et je vois ici la répétition de Juillet ; il faut une énergique défense.

— Me conseilleriez-vous de faire tirer sur le peuple ? interrompit Ferdinand II en fronçant le sourcil ; non, non, c'est impossible ! jamais ! »

Le général d'Ischitella, présent à cette conversation, s'écria alors : « Sire ! en ce cas tout est perdu ; plus de couronne et plus de roi. »

Ferdinand II se tourna avec calme et dignité vers le prince San-Giacomo : « Vous avez entendu, lui dit-il, ce sont de cruelles paroles. Oh ! je conçois que les hommes de guerre veulent se battre ; mais, autant il est honorable pour un soldat d'exécuter l'ordre qui, en face d'un ennemi, l'appelle au champ de ba-

taille, autant il est affreux pour un roi, parmi les siens en rébellion, de donner le signal des massacres (1). »

Lorsque le jour parut, toutes les voies de communication de la ville étaient interceptées par des amas de pavés, de voitures, de meubles. La provocation était flagrante. Le roi proposa aux députés de prêter serment à la Constitution, en se réservant le droit de la modifier. Les députés repoussèrent cette avance et répondirent *qu'ils aviseraient*. Le docteur Lanza, président de la réunion, dit ces mots : « Le roi n'est qu'un homme, et nous représentons six millions de patriotes. » Le roi, en résistant par les armes, n'aurait fait qu'exercer un droit légitime, la résistance lui était d'ailleurs commandée par l'intérêt général ; cependant il ne pouvait s'y déterminer, malgré les instances des officiers généraux qui, au premier signal de la sédition, étaient venus se ranger autour de sa personne. Le 13, le prince d'Ischitella, ancien aide de camp de Murat, avait été nommé commandant général ; le roi le chargea d'aller dire à l'Hôtel de Ville qu'il accéderait à la demande des députés, à condition que les barricades seraient détruites et l'effusion du sang évitée.

(1) *L'Italie rouge*, par le vicomte d'Arincourt.

La modération du souverain enhardit les insurgés. Les chefs du mouvement et les députés réunis à l'Hôtel de Ville se constituèrent en gouvernement provisoire, et après avoir nommé un comité de salut public, envoyèrent signifier au président du conseil que les barricades seraient détruites aux conditions suivantes : 1° Abolition de la Chambre des pairs; 2° remise des forts qui entourent la ville; 3° éloignement des troupes, à dix lieues au moins de la capitale. Cinq ou six membres, plus audacieux, osèrent demander l'abdication du roi.

Le roi, à la réception de ces conditions, hésitait encore; il voulait se montrer généreux jusqu'au bout. Les ordres les plus sévères avaient été donnés aux troupes de ne tirer qu'à la dernière extrémité. Le roi allait peut-être consentir, lorsque l'impatience des insurgés rompit cette suprême négociation. Un coup de feu, parti des rangs de la garde nationale, alla frapper un officier suisse, qui tomba à terre, inondé de sang. Ce fut le signal de la bataille, les Suisses ripostèrent. En un instant la conflagration devint générale. Les insurgés, cachés derrière les barricades, réfugiés dans les maisons, tiraient à bout portant sur les troupes royales sans courir de grands dangers. Chaque maison était convertie en forteresse d'où partaient jusqu'à trois

rangs de feu de tous les étages, ou bien dont on jetait sur les soldats des pierres, de l'huile bouillante et des meubles. Il fallut successivement faire le siège de chacune d'elles. Le palais Gravina, où s'étaient réunis environ trois cents gardes nationaux, et le palais Lieto, situé au coin de Saint-Jacques, dans Toledo, étaient inexpugnables; les troupes durent lancer des obus sur le palais Gravina, qui fut incendié, et tirer plus de cinquante coups de canon sur le palais Lieto, dont elles ne parvinrent à s'emparer qu'après un siège de trois heures. Les barricades des rues Saint-Ferdinand et de Sainte-Brigida, habilement construites, paraissaient également imprenables; la troupe dut faire les plus grands efforts pour les enlever. L'armée était bouillante d'ardeur et se voyait sinon secondée dans son élan, du moins soutenue par l'appui moral de la population ouvrière. Le roi, retiré dans son palais, versait des pleurs sur la cruelle nécessité où son gouvernement était placé, de se défendre par les armes contre les entreprises de la démagogie; lorsque le bruit de la fusillade vint frapper ses oreilles, Ferdinand n'éleva la voix que pour commander l'indulgence: « Épargnez mes sujets égarés, s'écriait-il, faites des prisonniers, mais ne les tuez pas. »

Le combat dura toute la journée; à la nuit, les

troupes royales, grâce à leur ardeur et à leur courage, s'étaient emparées de toute la ville ; l'émeute était vaincue, et, si elle se manifestait encore sur quelques points, c'était par le vol ou le pillage auxquels se livraient des hommes de la plus vile populace, qui, après avoir combattu dans les rangs de la garde nationale, voulaient emporter le prix de leur bravoure. Au nombre des victimes de la fureur de ces bandits il faut compter le marquis Vassatonne, qui vit son palais dévasté et ses deux fils tués sous ses yeux.

A Naples, encore plus que dans les autres villes du royaume, l'opinion du peuple est monarchique : les lazzaroni avaient vu avec indignation la tentative insensée dirigée contre la personne du roi. Lorsque le bruit de la mousqueterie eut cessé, ils se répandirent dans la ville, et saccagèrent les cafés et les clubs où se réunissaient ordinairement les libéraux. Les troupes avaient fait des pertes considérables : on peut évaluer à plus de douze cents le nombre des hommes tués ou blessés. Parmi eux il y avait plusieurs officiers. Le général Statella était au nombre des victimes de cette journée : une balle lui avait cassé la cuisse. Du côté de la garde nationale les pertes étaient beaucoup moins considérables et presque insignifiantes ; on le comprendra, en se rappelant que les insurgés,

couverts par les barricades, ne couraient que peu de dangers, et que d'ailleurs, dans l'attaque, les troupes, d'après les ordres du roi, avaient épargné les assaillants autant que cela leur avait été possible. Le nombre des prisonniers faits pendant la bataille pouvait s'élever à mille ou douze cents ; le gouvernement, afin de les préserver de la légitime vengeance des soldats, les fit transporter en rade sur le ponton le *Dartenna*. Le plus grand nombre de ces malheureux fut remis en liberté dès le lendemain.

Pendant le combat, les membres du corps diplomatique s'étaient rendus auprès du roi afin d'entourer le souverain de la force morale qu'ils représentaient. Ils trouvèrent le roi avec ses frères ; sa physionomie était altérée, mais non abattue. Le duc de Rivas, ambassadeur d'Espagne, adressa la parole au roi : Ferdinand mit la main sur son cœur et lui répondit de l'accent le plus profondément senti : — « Duc de Rivas ! le ciel m'est témoin que tout ce qui se passe « ici me déchire l'âme ; c'est malgré moi, je vous le « jure. Ah ! Dieu seul sait combien je souffre (1) ! »

Aussitôt que le bruit du canon s'était fait entendre, M. Fontenilliat, secrétaire de la légation française, par une conduite digne des plus grands éloges,

(1) *L'Italie rouge*, par le vicomte d'Arincourt.

s'était empressé d'offrir un refuge contre les chances du combat à ses nationaux et aux autres étrangers sur les bâtiments de l'escadre française mouillée dans la rade. Un grand nombre de personnes avaient accepté cet abri momentané, et s'étaient rendues sur les vaisseaux de l'amiral Baudin, grâce aux soins du jeune diplomate.

Une fois la révolte vaincue, on fut étonné de la lenteur que la justice mit à arrêter les chefs du complot, bien qu'ils fussent parfaitement connus. Il répugnait au roi de voir mettre en jugement des hommes qui avaient pris part à ses conseils, ou qui faisaient partie de la Chambre élue par le peuple ; en ralentissant l'action de la justice, Ferdinand espérait voir les chefs de la révolte se soustraire par la fuite à la rigueur des lois. On se décida enfin à faire quelques arrestations en petit nombre ; ceux qui en furent victimes se crurent assez puissants pour faire trembler la justice, car on leur avait donné tout le temps de prendre la fuite.

CHAPITRE XIII.

La duplicité de la démocratie produisit une violente réaction dans le vrai peuple. Le 16, alors que la ville, à peine remise des terribles commotions de la veille, présentait encore l'image de la désolation, les rues désertes de Tolède et de Saint-Ferdinand se remplirent d'une foule nombreuse qui se porta devant le palais royal en agitant des drapeaux blancs et criant avec force : *Vive Ferdinand, roi absolu !*

Le roi, ainsi appuyé par l'opinion populaire, pouvait reprendre en ce moment les concessions faites à des ingrats ; il ne le voulut pas. L'opinion qui poussait le roi à l'absolutisme était sympathique

à la population entière ; et comment aurait-il pu en être autrement ? Depuis le commencement de l'année 1848 tout respect pour les lois ou les autorités avait disparu ; les honnêtes gens étaient contraints de se tenir cachés dans leur demeure ; le commerce était détruit ; les ateliers et les boutiques étaient fermés ; l'on ne voyait partout, à toute heure, dans les rues et sur les places de Naples, cette ville si populeuse, que les agitateurs ; l'on n'entendait d'autres bruits que leurs cris pleins d'insultes et de menaces. La grande majorité de la population demandait que la Constitution fût rapportée. Comme nous l'avons dit, le roi ne le voulut pas : il préféra être le seul à garder sa parole. Divers décrets parurent dans le journal officiel ; le premier annonçait le maintien de la Constitution du 10 février, la dissolution de la Chambre, la prochaine élection de nouveaux députés ; le second prononçait la dissolution et le désarmement de la garde nationale, et annonçait en même temps sa prochaine réorganisation ; le troisième contenait une proclamation destinée à rassurer le public encore ému des catastrophes de la journée du 15, et suspendait la liberté de la presse. Le quatrième décret déclarait la mise en état de siège de la ville de Naples, et instituait une commission extraordinaire composée de cinq personnes, qui était appelée à prendre

connaissance de tous les délits commis contre la sûreté de l'État depuis le mois de mai 1848, et devait, après une instruction sommaire, transmettre ses procès-verbaux aux autorités ordinaires chargées de faire l'application de la loi. Un cinquième décret acceptait la démission des ministres et formait un nouveau cabinet composé de MM. Bozzelli pour l'intérieur et l'instruction publique, le prince Ischitella pour la guerre et la marine, le prince Torella pour l'agriculture, le commerce et les affaires ecclésiastiques, Carascosa pour les travaux publics, et Paolo Ruggiero pour les finances (1).

Les nouveaux ministres avaient des idées moins avancées que celles de leurs prédécesseurs, cependant ils étaient tous choisis dans les rangs de l'opinion libérale modérée.

(1) Depuis cette époque, le ministère s'est modifié; le cabinet napolitain est aujourd'hui composé de la manière suivante :

M. Giustino, marquis Fortunato, président du conseil, ministre des affaires étrangères;

M. Longobardi, ministre de grâce et justice;

M. Murena, secrétaire d'État, directeur de l'intérieur;

M. Peccheneda, secrétaire d'État, directeur de la police;

M. le commandeur d'Urso, ministre des finances;

M. Ferdinand Troja, ministre des cultes et de l'instruction publique;

M. le prince d'Ischitella, ministre de la guerre et de la marine;

M. le général Carascosa, ministre des travaux publics et de l'agriculture;

M. Giovanni Cassisi, ministre pour les affaires de la Sicile à Naples.

Les conséquences de cette trahison de la démocratie furent graves pour l'Italie septentrionale. L'escadre napolitaine, arrivée à Ancône le 5 mai, avait débarqué les troupes qu'elle portait, ensuite elle s'était dirigée vers Venise; et son approche avait suffi pour faire rétrograder l'escadre autrichienne. Les troupes commandées par les généraux Pépé et Statella étaient déjà parvenues à Ferrare, lorsque les événements du 15 mai contraignirent le roi de Naples à les rappeler, tandis qu'il suspendait les nouveaux envois d'hommes déjà prêts à partir. En effet, l'émeute, battue dans la capitale, menaçait de se replier dans les provinces; et cherchait, à l'aide de manœuvres et de séductions, à se recomposer. La sagesse du gouvernement lui commandait d'agglomérer toutes ses forces pour être prêt à l'écraser si elle osait se montrer de nouveau. A la réception des ordres du gouvernement de Naples, le général Statella les exécuta et commença à opérer son retour. Il n'en fut pas de même du général Pépé, qui, désobéissant aux ordres de son souverain, parvint à entraîner deux mille hommes environ, et, traversant le Pô, continua à se porter en avant. L'escadre napolitaine, réunie à l'escadrille de Venise, avait opéré le blocus de Trieste. Son départ mit les Vénitiens dans l'impossibilité de le continuer.

On avait craint au premier instant, que l'insurrection de Naples se propageât dans les provinces et n'y prît un grand caractère de gravité; il en arriva malheureusement ainsi dans les Calabres. Le général Ferdinand Nunziante fut mis à la tête d'une colonne mobile d'opération; il avait sous ses ordres les généraux Busacca et Lanza. Les troupes royales furent vivement attaquées dans plusieurs endroits. A Cosenza, les révolutionnaires avaient établi un gouvernement provisoire; un combat très-vif eut lieu près du pont de l'Antigala, à Beni Lacqua. La ville de Filadelfia fut emportée d'assaut par le major Grossi. Au bout de quelques jours les bandes insurgées furent réduites à se disperser et à fuir. Cette campagne, glorieuse pour les troupes napolitaines, devint pour le souverain une nouvelle occasion de manifester sa clémence. Le colonel Longo, déjà pris et grâcié dans une première conspiration, avait de nouveau déserté son drapeau, et fut fait prisonnier à Filadelfia. Un conseil de guerre le condamna à mort. Le ministre de la guerre insistait pour l'exécution de la sentence comme exemple nécessaire. Le roi lui accorda néanmoins une commutation de peine, en disant : « Je fais peut-être mal, mais je veux agir à ma manière, et je lui fais grâce (1). » Tous les pri-

(1) *L'Italie rouge*, par le vicomte d'Arincourt.

sonniers pris les armes à la main furent traités avec la même humanité.

Les autres provinces de la monarchie ne se laissèrent pas aussi facilement entraîner aux mêmes erreurs; la plupart d'entre elles, au contraire, s'empressèrent d'envoyer au souverain des adresses dans lesquelles les habitants protestaient de leur attachement à la maison de Bourbon, et manifestaient leur indignation des criminelles entreprises des révolutionnaires.

La défaite de l'insurrection à Naples irrita au dernier degré les révolutionnaires de toute l'Italie; ils attachèrent au nom de Ferdinand II l'épithète de *bombardatore*. Dans tous les endroits où ils s'étaient emparés du pouvoir, ils dénaturèrent les circonstances qui avaient porté le gouvernement de Naples à la résistance, et firent des appels à la vengeance. Dans le parlement piémontais, un membre appartenant à l'opposition la plus radicale, M. Ravina, proposa de déclarer le roi de Naples ennemi public et parricide, et de demander au roi Charles-Albert de prendre le royaume de Naples sous sa protection. Cette motion incendiaire tomba sous les murmures d'indignation de la grande majorité de la Chambre. Les Chambres de Palerme ordonnèrent un deuil de trois jours. Les sociétés secrètes

mirent à prix la tête du *tyran*, ainsi que le prouve une délibération prise le 20 décembre 1848 par le *Comité central général de l'Italie*, qui fut répandue à profusion dans le royaume de Naples ; elle était ainsi conçue :

« Considérant que l'homicide politique n'est pas un crime, et encore moins lorsqu'il s'agit de se délivrer d'un ennemi qui dispose de puissants moyens, et qui peut rendre en quelque manière impossible l'émancipation d'un généreux et grand peuple ;

« Considérant que Ferdinand de Naples est l'ennemi le plus acharné de l'indépendance italienne et de la liberté de son peuple ;

« Est approuvée la résolution suivante, pour être publiée, par tous les moyens possibles, dans le royaume de Naples :

« Une récompense de 100,000 ducats est offerte à celui ou à ceux qui délivreront l'Italie du susdit tyran ;

« Comme il ne se trouve dans la caisse du Comité que 65,000 ducats disponibles pour cet objet, les 35,000 autres seront levés par souscription. »

En même temps qu'il prenait cette délibération, le Comité adressait une proclamation à l'armée napolitaine. Cette proclamation commençait par appeler les soldats *bravi* du plus féroce des despotes et ja-

nissaires du plus cruel tyran. Elle les accusait de s'être rendus plus odieux que les Croates en aidant le Néron du dix-neuvième siècle à planter son sceptre sur un monceau de cadavres, et se terminait en leur annonçant que, s'ils voulaient mériter le pardon du peuple et devenir en même temps des héros, il leur fallait, sans plus tarder, purger la terre de ce monstre d'iniquité.

En Sicile, les événements ne se modifiaient pas. Cédant aux suggestions de l'Angleterre, l'île s'engageait de plus en plus dans les idées de séparation. Un armistice avait été signé le 2 mai à Messine, entre le commandant de la place et les révoltés; il devait se prolonger jusqu'au 20 du même mois, et laissait aux habitants de cette ville et à ceux de Palerme la faculté de s'écrire. Au commencement du mois de juin, des navires anglais avaient débarqué à Palerme quatre pièces de canon et environ six mille fusils. Le consul du cabinet britannique annonçait en même temps que son gouvernement était dans l'intention de reconnaître l'indépendance de la Sicile. Le 9 juin, le ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire communiqua officiellement cette nouvelle à la Chambre des communes. La ville de Messine, à moitié détruite, était abandonnée de ses habitants, qui campaient aux environs et gémissaient sous la

terreur du pouvoir absolu des révoltés. Non-seulement des maisons, mais des quartiers entiers tombaient en ruine; elle offrait l'aspect le plus sinistre.

L'état de siège fut levé à Naples le 14 juin. La veille, le journal officiel avait publié le décret de réorganisation provisoire de la garde nationale pour la capitale. Elle devait se composer de douze compagnies de deux cents hommes chacune, qui seraient immédiatement organisées dans les douze quartiers de la ville. Ces compagnies formèrent trois bataillons, dont le prince de Tondi, le chevalier don Antonio Donnorso et don Gennaro Pandoffeli furent nommés majors. A la même époque, les collèges électoraux, convoqués en vertu du décret du 16 mai, procédaient à l'élection du nouveau parlement, dont l'ouverture avait été fixée au 1^{er} juillet. Elle eut lieu en effet à cette époque. Le roi ne s'y rendit pas en personne. Le duc de Serra-Capriola en fit l'ouverture au nom du souverain, et donna lecture du discours royal.

Le monarque, après avoir exprimé sa douleur des événements qui, au moment où il allait se voir entouré des Chambres, avaient ensanglanté le sol de la patrie, appelait la sérieuse attention du parlement sur l'urgente nécessité de régler l'administration spéciale des communes et des provinces, de

réorganiser définitivement les gardes nationales, de vulgariser l'instruction publique et de remédier au mauvais état des finances, obérées par suite des événements passés. La Chambre des députés élit M. Carlot Troja pour président et M. Savaresi pour vice-président; quant à la Chambre des pairs, elle ne se trouvait pas en nombre pour commencer ses travaux.

Le parlement de Palerme, résolu dans la voie où il s'était engagé, s'occupait à chercher un roi. Le gouvernement provisoire avait successivement choisi le fils du grand-duc de Toscane, le duc de Leuchtenberg, le duc de Bordeaux, le prince de Joinville, le prince Léopold de Bavière, partout il avait éprouvé ou prévu des refus. Le parlement décida, par un décret du 11 juillet, que le trône de Sicile serait offert à S. A. R. le duc de Gênes, second fils du roi de Sardaigne, qui prendrait les noms et titre d'Albert-Amédée, roi des Siciliens; il vota en même temps une liste civile de 243,030 ducats pour le nouveau roi, à qui on accordait en outre les deux palais royaux de Palerme ainsi que les villas *Favorita* et *Fienzza*, et une somme de 300,000 ducats pour frais de premier établissement; des pairs et des députés allèrent porter ce décret en Piémont. Il faut dire tout de suite que le duc de Gênes ne

reçut même pas la députation qui était allée lui offrir la couronne de Sicile. Le roi Ferdinand publia une protestation contre ce nouvel acte de révolte.

Le régent de Sicile, Ruggiero Settimo, était chaque jour comblé de nouveaux honneurs. On le nomma successivement sénateur à vie, président du sénat et généralissime de l'armée nationale.

CHAPITRE XIV.

Les affaires de Sicile devaient cependant avoir un terme. Il était impossible de laisser la grande majorité des Siciliens en proie à la terreur à laquelle le gouvernement insurrectionnel avait recours pour maintenir son autorité. Déjà, malgré la contrainte morale qui pesait sur leurs habitants, les provinces manifestaient des sentiments hostiles à la régence de Palerme. Dans cette ville même, au commencement d'août, on put voir des affiches placardées sur les murs, dans lesquelles on demandait que Ferdinand II fût de nouveau proclamé roi. Le cabinet napolitain se décida enfin à agir avec énergie. Une

escadre, sous les ordres du général Cavalcanti, composée de deux frégates, de six bâtiments à vapeur de transports et de quelques chaloupes canonnières, embarqua dans la rade de Naples un corps d'armée fort de 10,000 hommes, commandés par le général Filangieri, prince de Sartriano, et se dirigea sur Messine. Le général Filangieri avait demandé à servir comme simple soldat dans l'expédition; le roi répondit à sa prière en lui donnant le commandement supérieur du corps expéditionnaire. Cet officier général, habile autant qu'énergique, avait appris le métier des armes en combattant sous le drapeau français.

Le général Filangieri se rendit d'abord à Reggio. Dès son arrivée, il prévint les consuls qu'ils eussent à pourvoir à la sûreté de leurs nationaux. L'escadre mouilla devant Messine le 2 septembre, et envoya aussitôt quelques compagnies dans la citadelle dont les communications avec la mer étaient restées à peu près libres.

La citadelle commença à lancer des bombes sur Messine le 3, à six heures du matin. La ville était hérissée de barricades, toutes les rues avaient été décapées, les maisons démantelées. Ses défenseurs, dont le nombre s'élevait à 18 ou 20,000, se préparaient à une résistance désespérée. Le 5, pendant

que le feu de la forteresse continuait avec la même activité, l'escadre jeta 6,000 hommes à Marco-Grosso, dans le sud, à demi-portée de canon de la forteresse. Le débarquement, protégé par l'artillerie de la citadelle et des frégates, s'opéra avec assez de facilité; les troupes se développèrent en opérant un mouvement vers la gauche pour cerner la ville, couronner les hauteurs qui la dominent et prendre les forts par derrière. Ce mouvement réussit. Les troupes attaquèrent alors les faubourgs avec vigueur; la nuit survint et interrompit le combat; il recommença à la pointe du jour, mais déjà le découragement s'emparait des insurgés; qui manquaient de chefs et n'avaient pas de discipline; la lutte cependant fut longue et acharnée; vers cinq heures du soir, la déroute commença et les troupes pénétrèrent plus avant dans la ville. Les révoltés fuyaient dans la campagne ou bien allaient demander asile aux bâtiments français mouillés en rade. Le 7, dès le matin, M. Nonay, commandant le vaisseau de guerre français *l'Hercule*, et un officier de la marine anglaise, offrirent leur médiation, que le général Filangieri accepta; mais il fut impossible à ces officiers d'amener les rebelles à des conditions acceptables. La canonnade recommença. Vers midi, la position n'était plus tenable pour les insurgés; les

membres du gouvernement provisoire s'étaient réfugiés à bord de *l'Hercule*. A une heure, le général Filangieri, fidèle aux instructions du roi Ferdinand, qui lui avait recommandé de verser le moins de sang possible, suspendit de nouveau le feu et envoya son chef d'état-major dire aux chefs populaires que la résistance était désormais inutile, que la poignée d'hommes qui défendaient encore certains points de la ville seraient réduits avant une heure, que si les révoltés voulaient déposer les armes, il arrêterait le feu de la citadelle, emploierait ses soldats à éteindre l'incendie qui dévorait des quartiers entiers, et garantissait d'ailleurs la vie des personnes et le respect des propriétés. A ces propositions, le gouvernement provisoire répondit par des conditions, et déclara qu'il devait, avant de les accepter, en référer au gouvernement de Palerme. Le général Filangieri rouvrit le feu à ce refus; avant la fin du jour, il était maître de la ville et s'emparait de tous les forts.

Dans la défense de Messine les Siciliens avaient fait preuve d'un grand courage; mais la bravoure de leur résistance avait été ternie par les horribles scènes dont la ville était devenue le théâtre. Les soldats royaux faits prisonniers avaient tous été mis à mort, leur tête tranchée et promenée au bout des baïonnettes. On avait vu des combattants attacher à

leurs boutonnères des preilles et des morceaux de chair arrachés à des cadavres. Des enfants avaient couru les rues en offrant des *grillades napolitaines* ! et des insurgés avaient souillé leur bouche de cette nourriture infâme ! Les troupes royales, admirables de courage et d'intrépidité, avaient eu une conduite entièrement contraire et s'étaient constamment efforcées de ménager leurs ennemis. Chaque pas en avant avait été un brillant fait d'armes ; les soldats comme les officiers s'étaient montrés bouillants d'ardeur. A la prise du monastère de la Madeleine, un simple volontaire suisse nommé Annex, avait pénétré seul dans le cloître rempli par les insurgés, en brisant la grille qui le fermait, et les avait mis en fuite en leur imposant par son audace. Les quatre fils du général Stockalper avaient accompli des prodiges de valeur et avaient vu leurs membres déchirés par le plomb sicilien. Le général Filangieri, dès qu'il fut maître absolu de la ville, publia une proclamation dans laquelle il promettait la vie sauve à tous les habitants et le respect des propriétés. On vit alors revenir des campagnes et descendre des navires français, où près de dix mille familles avaient été chercher un refuge, les Messinois, qui cherchèrent dans les décombres de la ville les cadavres de leurs parents et les débris de leur fortune. Le gé-

néral, en même temps, fit procéder au désarmement de la population.

La prise de Messine était importante en ce qu'elle donnait une base d'opération qui ne devait plus permettre une longue résistance au reste de l'île. Dès que le roi en eut connaissance, il adressa aux Siciliens une proclamation empreinte d'un grand cachet de modération et de justice, dans laquelle il leur promettait dans une sage mesure les libertés qu'ils réclamaient.

La ville de Palerme, quoique inquiète de la prise de Messine, continuait toujours ses préparatifs de défense. A la nouvelle du départ de l'expédition napolitaine, elle avait envoyé un émissaire à Londres pour solliciter l'intervention officielle de l'Angleterre. En attendant, la régence formait chaque jour de nouveaux régiments. Pour faire face à ses dépenses, elle s'était emparée de l'argenterie des églises, avait suspendu les paiements de la Banque et décrété une forte émission de papier-monnaie. En vue d'éviter de nouveaux malheurs, les amiraux Baudin, commandant l'escadre française, et Parker, commandant l'escadre anglaise, proposèrent un armistice et offrirent la médiation des deux gouvernements. Le roi l'accepta. Les hostilités furent ainsi de nouveau suspendues.

Une grande part des succès du corps expéditionnaire envoyé en Sicile revenait à son commandant supérieur. Le général Filangieri, par les habiles dispositions qu'il sut prendre lors de son débarquement, avait assuré la défaite des insurgés. Aussi humain après la victoire qu'il avait été énergique pendant l'action, le général parvint à rétablir presque immédiatement l'ordre dans la malheureuse cité et à lui rendre son ancienne sécurité.

A Naples, il y avait longtemps que l'ordre n'avait été troublé. L'attitude de la minorité des Chambres, composée d'hommes ayant des opinions violentes, était hostile au gouvernement, et en opposition manifeste avec les sentiments de la population. Le roi les prorogea, et plus tard, le 5 septembre, il prononça leur dissolution. Dès que le décret de prorogation parut imprimé, des groupes nombreux d'ouvriers et de lazzaroni, porteurs de bannières blanches, parcoururent les rues en criant : *Vive le roi ! à bas les libéraux !* Ces démonstrations causèrent quelques désordres bientôt réprimés.

Le mois de septembre amena une nouvelle affliction dans le cœur du roi déjà si chargé d'amertume : la princesse Isabelle de Bourbon de Naples, sa mère, rendit son âme à Dieu le 13. La bienfaisance et les vertus de cette princesse l'avaient fait chérir.

du peuple. Sa mort causa une douleur générale.

Le mois d'octobre et le commencement du mois de novembre s'écoulèrent sans événements graves. Après la dissolution du parlement, les élections générales avaient été fixées au 15 novembre, elles n'eurent pas le résultat qu'on attendait. Les passions subversives contenues, mais non pas désarmées, ne pouvant se faire jour par la force des armes, s'efforcèrent de dénaturer la volonté populaire en apportant des entraves à la liberté des votes. Les factieux, à l'aide du mensonge, de la calomnie, des menaces et des violences, parvinrent à éloigner les électeurs de l'urne électorale. A Naples, sur plus de neuf mille électeurs inscrits, mille à peine prirent part aux élections ; il en fut de même dans toutes les localités. Dans certains collèges il n'y eut que deux ou trois suffrages émis ; dans d'autres, les électeurs, s'érigeant en juges des plus hautes prérogatives de la couronne, déclarèrent la dissolution de la Chambre précédente illégale, et confirmèrent le mandat des anciens députés, sans procéder à la nouvelle élection dans les formes prescrites. Les chambres étaient convoquées pour le 30 novembre ; le gouvernement pensa que, s'il les laissait s'assembler, la tranquillité publique ne tarderait pas à être troublée. En effet, entre une Chambre violente et

audacieuse, et une armée exaltée et réactionnaire, une collision aurait été imminente ; l'issue de la lutte ne pouvait être douteuse : elle aurait amené le renversement de la Constitution ; le gouvernement apprit du reste d'une manière certaine que plusieurs des nouveaux députés étaient en rapport avec les agitateurs du Nord, Sterbini, Guerrazzi et autres ; il prorogea la réunion du parlement au 1^{er} février.

CHAPITRE XV.

Un des événements les plus importants de ces temps révolutionnaires arriva à la fin de novembre dans le royaume de Naples. Le pape Pie IX, menacé dans sa liberté et dans sa vie, avait pu furtivement s'éloigner du Quirinal, grâce au dévouement du duc d'Harcourt, ambassadeur de France; et, caché dans une voiture appartenant au comte de Spaur, ministre de Bavière, le pontife était venu demander asile au roi des Deux-Siciles.

Le pape et ses nobles compagnons de route, le comte et la comtesse de Spaur, arrivèrent au môle de Gaëte le 27 novembre à dix heures du matin,

Gardant toujours l'incognito, ils descendirent à l'*Hôtel de Cicéron*, et presque immédiatement le comte de Spaur repartit pour Naples, afin d'apprendre au roi Ferdinand l'arrivée de son hôte illustre. Le ministre bavarois était à Naples à onze heures du soir le même jour ; il se rendit immédiatement chez Mgr. Garibaldi, nonce de S. S., lui apprit les motifs de sa venue, et se dirigea aussitôt avec lui vers le palais du roi. Minuit allait sonner lorsque le comte de Spaur fut admis en présence de Ferdinand ; après avoir échangé quelques paroles avec le monarque, il lui remit la lettre suivante, dont Pie IX l'avait chargé pour le roi à son départ :

« Sire,

« Le triomphe momentané des ennemis du Saint-
« Siège et de la religion compromettant la personne
« du chef de l'Église catholique, l'a forcé, malgré
« lui, à quitter Rome. Je ne sais sur quel point du
« globe la volonté du Seigneur, à laquelle je me
« sou mets dans toute l'humilité de mon âme, con-
« duira mes pas errants ; en attendant, je me suis
« réfugié dans les États de Votre Majesté, avec quel-
« ques personnes fidèles et dévouées. J'ignore quelles
« seront vos intentions à mon égard ; dans le doute,

« je crois devoir vous mander par l'entremise du
« comte de Spaur, ministre de Bavière auprès du
« Saint-Siège, que je suis prêt à quitter le territoire
« napolitain, si ma présence dans les États de Votre
« Majesté pouvait devenir un sujet de craintes ou de
« différends politiques.

« *Signé : PIE IX.* »

Le roi, après avoir lu cette lettre, annonça au comte qu'il partirait lui-même à la pointe du jour pour aller porter sa réponse au pontife. Pendant la nuit, un bataillon du 1^{er} régiment de grenadiers de la garde et un bataillon du 9^e régiment de ligne furent embarqués sur les deux frégates à vapeur *le Tancredé* et *le Robert* qui avaient reçu l'ordre de chauffer; on y transporta également tous les objets qui pouvaient être nécessaires au service du pape et de sa suite, et, à sept heures du matin, le roi, s'embarquant lui-même sur *le Tancredé* avec la reine, le comte d'Aquila, le comte Trapani, l'infant Don Sébastien, le comte de Spaur et une nombreuse suite, se dirigea vers Gaète.

L'arrivée de Pie IX, du comte et de la comtesse de Spaur, ainsi que celle du cardinal Antonelli et du chevalier d'Arnao, qui les avaient suivis de près, avait très-vivement excité la curiosité des habitants

de Gaëte. Cependant les illustres voyageurs étaient parvenus à garder l'incognito. Le roi, en descendant à terre, se rendit avec sa cour au palais du gouverneur où il fut convenu que le pape irait seul, afin de se soustraire aux importunités de la foule. L'entrevue du pontife et du roi fut des plus touchantes. Les membres de la famille royale se prosternèrent aux genoux du vicaire de Jésus-Christ; Pie IX les releva avec bonté en leur donnant la bénédiction pontificale, et, le même jour, admit Leurs Majestés le roi et la reine et les princes à sa table. En peu de jours, tout le corps diplomatique en résidence auprès du Saint-Siège vint se ranger autour du Saint-Père, qui reçut successivement les hommages de tous les grands corps constitués du royaume des Deux-Siciles.

La médiation offerte par la France et l'Angleterre avançait lentement; les Siciliens se défiaient systématiquement de toutes les tentatives de conciliation; d'un autre côté, le ton acrimonieux et la partialité des agents de la Grande-Bretagne menaçaient de rendre les conférences stériles. Le ministre d'Angleterre, loin d'employer des moyens de conciliation, avait commencé par récriminer sur le passé, en attribuant aux Napolitains les cruautés commises à Messine, sans prouver ses assertions par des faits.

« Si les hostilités, disait M. Temple dans une de ses notes, avaient été conduites conformément aux pratiques des nations civilisées, et si l'attaque avait été dirigée seulement contre une résistance armée, au lieu de prendre pour but l'extermination d'une population sans secours et prête à se rendre, les amiraux auraient conservé leur position de neutralité; mais les barbaries commises à Messine ont révolté les sentiments des deux amiraux, et ne leur ont pas permis de rester spectateurs impassibles de telles scènes, etc. » Le gouvernement de Naples répondit comme il le devait à ces accusations de barbarie. Le général Filangieri, défendant sa conduite militaire, invoqua le témoignage des officiers des deux escadres, pour faire le récit des cruautés atroces dont les soldats napolitains, faits prisonniers par les insurgés, étaient devenus les victimes. « Aucun soldat, ajouta le général, n'a achevé, n'a tué, n'a mutilé un ennemi désarmé ou prisonnier; tous se sont battus avec audace, mais sans commettre de cruautés inutiles après le combat. Les prétendues barbaries de l'armée napolitaine rentrent dans la catégorie des barbaries de toutes les guerres, telles que j'en ai pu commettre moi-même à Austerlitz, à Iéna, à Burgos, à Sarragosse, alors que je combattais dans les rangs de l'armée française. » En effet, la guerre de

Sicile avait été loyale du côté des Napolitains, et inutilement cruelle du côté des insurgés. Les antagonistes le savaient aussi bien que l'honorable général, mais peu leur importait de dénaturer les faits, pourvu qu'ils arrivassent à leur but.

Pendant que les négociations se poursuivaient, l'ordre s'était rétabli à Messine; la prospérité y était revenue; Palerme, au contraire, continuait à gémir sous le règne de la terreur, et toutes les transactions y étaient impossibles. L'année 1848 se termina sans incidents nouveaux.

Le parlement napolitain s'ouvrit le 4^r février. Une agitation inquiétante s'était produite à Naples le 29 janvier. Les entrepreneurs d'émeute auraient voulu opérer un nouveau soulèvement à l'occasion du 1^r février. Ils parcoururent les rues en poussant les cris de : *Vive la Constituante italienne* ! mais ils ne parvinrent pas à troubler la tranquillité publique.

Pie IX continuait à résider à Gaëte, entouré de l'affection et du respect de la famille royale, et de toute une population avide de donner des marques de son respect au chef de la chrétienté. La révolution envoya encore à Gaëte de nobles et illustres hôtes ; le grand-duc et la grande-duchesse de Toscane, obligés de quitter Florence pour mettre leur

vie en sûreté, se fiant à la générosité du roi Ferdinand, vinrent aussi chercher un refuge dans ses États; ils arrivèrent à Gaëte le 25 février.

Tandis que l'Italie entière était en proie à l'anarchie, le royaume de Naples présentait le beau spectacle d'un roi énergique et sage, comprimant la révolution et en même temps résistant aux entraînements réactionnaires d'un peuple porté à l'absolutisme.

CHAPITRE XVI.

Après bien des projets conclus et renversés, la médiation de Sicile restait toujours au même point. A la fin de février, cependant, l'amiral Baudin, M. de Rayneval, ambassadeur de France à Naples, l'amiral Parker et M. Temple, ministre anglais, se rendirent à Gaëte, auprès du roi, pour combiner avec lui un *ultimatum* qui serait proposé à la Sicile. On tomba d'accord sur les conditions les plus modérées. La dynastie de Bourbon continuerait à occuper le trône de Naples et de Sicile, le roi se ferait représenter dans l'île par un membre de sa famille; à son défaut par un Sicilien; les deux pays n'auraient qu'une

seule armée de terre et de mer, et une seule administration pour les affaires extérieures. La Sicile aurait son parlement séparé, ses municipalités, ses tribunaux indépendants, ses finances à elles, enfin toute sa Constitution de 1812. Elle devait en outre acquitter le montant des contributions arriérées. Le roi promettait une amnistie générale.

Ces propositions si larges, si libérales et si généreuses, après les événements qui avaient eu lieu en Sicile, purent faire croire le différend terminé. Il n'en fut cependant pas ainsi. Le gouvernement insurrectionnel, n'osant pas répondre par un simple refus, prétendit défendre l'entrée de Palerme aux troupes royales. Le général Filangieri ne pouvait souscrire à une semblable prétention; la dignité de ses armes exigeait que les troupes pénétrassent dans la ville dont elles avaient été expulsées, et d'où leur humanité seule les avait tenues jusqu'alors éloignées; le général déclara qu'il donnerait plutôt l'ordre de recommencer les hostilités. M. de Rayneval et M. Temple se rendirent de nouveau près du roi, qui, voulant à tout prix éviter la reprise des hostilités, consentit à ce que les troupes napolitaines n'entrassent pas à Palerme, et accorda que la garde nationale en continuerait seule la défense. Au même moment le roi rendit son décret d'amnistie, en dé-

clarant toutefois que, sans les punir, le gouvernement entendait faire sortir de l'île quelques personnes dont la présence serait menaçante pour le rétablissement parfait de la tranquillité.

Il aurait été difficile au souverain de montrer plus de longanimité ; quelque grande qu'elle fût, elle ne devait pas cependant suffire à dompter la mauvaise foi des Siciliens, secondés et excités par la duplicité des agents anglais. Chaque fois que le roi avait fait une concession à la Sicile, elle y avait répondu par une demande plus exigeante, et il n'est resté que trop prouvé qu'en agissant ainsi elle obéissait aux suggestions secrètes de l'Angleterre. Le 2 mars au soir, l'amiral Parker fit savoir à M. de Rayneval et à l'amiral Baudin qu'il venait d'apprendre que quarante-cinq personnes étaient exclues de l'amnistie, et seraient réduites à quitter la Sicile ; que ses instructions ne lui permettaient pas de consentir à cette mesure, et que, si elle n'était pas révoquée, il se retirerait de la médiation ; en conséquence, il pria les négociateurs français de se joindre à lui pour se rendre de nouveau le lendemain matin à Gaète.

Voilà par quels moyens, on pourrait dire par quelles puérilités, l'Angleterre, exaspérée de voir le feu révolutionnaire se calmer peu à peu, cherchait à

retarder encore la pacification de la Sicile. Un pays s'était soulevé contre son souverain, l'avait déclaré déchu du trône, s'était abandonné à tous les excès révolutionnaires, avait répondu à toutes les tentatives de conciliation par l'emploi d'une force fratricide, et quand ce souverain, accédant à toutes les conditions des révoltés, consentait à oublier le passé, refusait de punir et se bornait à vouloir éloigner temporairement quarante-cinq personnes, l'Angleterre, si cruelle et si sanguinaire dans ses propres États, voyait dans cette mesure un crime de lèse-humanité ! Mais il était dit que la générosité du roi déjouerait tous les plans de ses ennemis.

Le 3 mars, les amiraux Parker et Baudin eurent une entrevue avec Ferdinand. Aux paroles acrimonieuses de l'agent anglais, le roi répondit qu'il ne connaissait aucun des noms portés sur la liste dont on lui parlait ; que, s'il voulait éloigner des hommes dangereux par leur exaltation, ce n'était pas pour les punir, mais bien en vue d'assurer la tranquillité de la Sicile ; que, du reste, si l'amiral anglais se refusait à couvrir cette condition de la médiation de son gouvernement, afin d'éviter tout prétexte à la renaissance des hostilités, il consentait à renoncer au projet de son gouvernement. Il suffit, pour apprécier cette incroyable modération du

monarque, de se rappeler quelle est dans tous les pays la reconnaissance des amnisties.

La politique anglaise, battue dans ses intrigues, n'avait plus qu'à s'incliner. Les deux amiraux retournèrent à Palerme, et l'amiral Baudin annonça aux Siciliens l'aplanissement de toutes les difficultés par la dépêche suivante :

A SON EXCELLENCE LE MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE SICILE A PALERME.

« A bord du vaisseau français *le Friedland*,
Palerme, le 7 mars.

« Le vice-amiral soussigné, commandant en chef les forces navales de la République française dans la Méditerranée, a l'honneur de transmettre à Son Excellence le ministre des affaires étrangères de Sicile les documents ci-après :

« 1^o Copie certifiée d'une lettre adressée par M. de Rayneval, ministre plénipotentiaire de la République française près Sa Majesté le roi des Deux-Siciles, au vice-amiral Baudin, en date à Naples, du 3 mars ;

« 2^o Copie certifiée d'une note en date du 28 février dernier, adressée par le prince de Sartriano à M. de Rayneval ;

« 3^o Deux copies imprimées d'une proclamation

de Sa Majesté le roi Ferdinand II, en date à Gaëte, du 24 février dernier.

« Dans neuf jours, six mois se seront écoulés depuis que les vice-amiraux commandant en chef les forces navales de France et d'Angleterre dans la Méditerranée, mus par un sentiment de compassion chrétienne pour les calamités de toute espèce qui ont décimé la ville de Messine, et qui à ce moment menaçaient de s'étendre rapidement à toute la Sicile, ont entrepris, sous leur responsabilité personnelle, de s'opposer à la continuation des hostilités par l'armée napolitaine. Pendant ce temps les gouvernements de France et d'Angleterre, approuvant la conduite de leurs amir aux respectifs, et animés par un sentiment commun de bon vouloir pour la Sicile, ont travaillé à amener entre ce pays et le royaume de Naples une réconciliation avantageuse aux deux nations, et qui pourrait assurer à la Sicile une libre Constitution, telle qu'elle la désirait depuis des années.

« Les efforts des deux puissances médiatrices ont été couronnés de succès : elles ont obtenu de Sa Majesté le roi Ferdinand II un acte garantissant à la Sicile la base de la Constitution de 1812, avec un parlement séparé, dont tous les postes seront exclusivement remplis par les Siciliens. Ces avantages

sont accompagnés d'une promesse formelle d'oublier toutes les fautes et toutes les erreurs politiques commises dans la dernière révolution sicilienne. Il paraît, dès lors, que les gouvernements de France et d'Angleterre considèrent qu'à partir de ce moment il ne s'offre plus aucun obstacle sérieux au renouvellement de ces liens entre la Sicile et le royaume de Naples, qui pendant longtemps ont réuni les deux pays dans une seule et même monarchie.

« Le vice-amiral soussigné a été chargé, en conséquence, conjointement avec le vice-amiral sir W. Parker, commandant en chef les forces navales de Sa Majesté britannique dans la Méditerranée, de transmettre au gouvernement sicilien les conditions d'un projet de réconciliation, et d'une nouvelle union entre les deux pays. Il a l'espoir que ces conditions, qu'il regarde comme parfaitement raisonnables et honorables, seront acceptées, et qu'au lieu de recourir aux armes, et de s'engager dans une lutte inégale et incertaine avec les forces napolitaines, la Sicile s'empressera d'accepter avec joie le bénéfice des institutions qui lui sont offertes, sans qu'il lui en coûte ni une seule goutte de sang, ni une seule larme. Le soussigné prie le ministre des affaires étrangères de Sicile d'agréer l'assurance de sa haute considération.

« Signé : C. BAUDIN. »

La junte de Palerme, comme il était permis de s'y attendre de la part d'une réunion d'anarchistes décidés au renversement de toutes les institutions, rejeta à l'unanimité le statut royal, et décida qu'elle continuerait sa lutte insensée.

En effet, peu de jours après, le parlement décréta une levée en masse, et le gouvernement provisoire publia la proclamation suivante, qui fut répandue à profusion :

« Siciliens!

« Pour nous, le cri de la guerre est un cri de joie. Le 29 mars, jour où les hostilités recommenceront avec le despote de Naples, sera salué par vous avec autant de plaisir que celui du 12 janvier, par cette bonne raison que l'on ne peut conquérir la liberté qu'au prix du sang. La paix que l'on vous offrait était honteuse. Elle détruisait d'un seul coup tous les intérêts créés par la révolution. Vous avez mérité l'attention de toute l'Europe; mais, si vous aviez été moins jaloux de vos droits, si vous vous étiez de nouveau soumis au despotisme trompeur d'un tyran, le monde, qu'aurait-il dit ?

« Siciliens! bien que la victoire ne soit pas certaine, quand l'honneur est en jeu, une nation,

comme un individu, a le droit suprême de s'immoler. Mieux vaut encore être consumé au milieu des ruines en feu de la patrie, que de donner à l'Europe le spectacle d'une insigne lâcheté.

« La mort est préférable à l'esclavage. Mais non ! nous vaincrons ; nous avons confiance dans notre sainte cause et dans l'ardeur de nos armes. Regardez, voyez la désolation et les ruines de Messine. Ainsi, la guerre est pour nous le symbole de la vengeance et de l'amour. Une seule ville de la Sicile gémit sous le joug de l'ennemi de la liberté.

« Aux armes ! aux armes donc ! Il faut vaincre ou mourir.

« Palerme, le 29 mars 1849. »

« *Signé* : RUGGIERO-SETTIMO, Prince de
BUFFERA, VINCENZO DI MARIO, GUAR-
CUELI, CALVI, GAZANA, CATALANI, MA-
RIANO, STABILE.

CHAPITRE XVII.

La majorité du parlement napolitain était composée d'hommes ennemis du gouvernement constitutionnel. Dans la vérification des pouvoirs, la Chambre des communes laissa entrer dans son sein des hommes qui n'avaient pas les titres nécessaires pour exercer le grave mandat de député; le gouvernement appela son attention sur les erreurs qu'elle venait de commettre, elle dédaigna de les rectifier, offrant ainsi le spectacle d'une assemblée qui, appelée à faire les lois, était la première à en fouler aux pieds les plus claires dispositions. Elle se constitua en feignant d'oublier de prêter serment à la loi fon-

damentale. Dans l'adresse en réponse au discours du trône, la Chambre inséra quelques mots vagues pour protester de son dévouement au roi; mais ces mots mêmes, dépourvus de la simplicité expansive qui vient du cœur, furent bientôt démentis par les faits. Quelques membres avouaient hautement qu'ils étaient en rapport avec la Constituante romaine; on les vit ourdir publiquement des complots, tant à l'étranger que dans les provinces, soit pour troubler la monarchie, soit pour la renverser ou la trahir. Depuis sa constitution, la Chambre ne cessa de faire une opposition violente au ministère. Dans une adresse au roi, elle avait osé insinuer avec arrogance qu'elle tenait entre ses mains les clefs du trésor, et qu'elle s'en servirait si ses demandes n'étaient pas satisfaites; en même temps, elle s'était tellement appliquée à restreindre le budget des recettes, que le trésor n'était plus qu'une dérision.

Le roi avait supporté ces vexations avec patience. On lui conseillait une dissolution devant laquelle il hésitait, lorsque la Chambre, dans la prévision de cette mesure, ayant pris le parti, contrairement à toutes les règles, de voter en bloc une nouvelle loi électorale qui devait assurer à l'opposition la majorité dans les élections, le roi se décida à prononcer de nouveau la dissolution du parlement. La popula-

tion de Naples accueillit avec joie cet acte de vigueur, qui ne troubla en aucune manière la tranquillité et le calme dont elle jouissait.

Le refus des Siciliens réduisait le gouvernement royal à avoir de nouveau recours aux armes pour réduire Palerme. Le 30 mars, il déclara le blocus de cette ville aux agents des puissances étrangères; M. de Rayneval venait de s'y rendre afin de tenter un dernier et inutile effort en faveur de la conciliation. Le 4 avril, le général Filangieri reprit la suite de ses opérations. En peu de jours il emporta les positions d'Ali et de Taormina, défendues par la légion étrangère, et entra sans résistance dans Acireale, dont la population l'accueillit aux cris de *Vive le roi!* Les insurgés, renforcés par quelques centaines de Polonais, d'Algériens et de gardes mobiles français, s'étaient fortifiés dans les murs de Catane, dont le commandant était Mieroslawski, le chef des insurrections de Posen et de Bade. Le général donna l'assaut à la place et l'emporta après une vive résistance qui lui coûta d'assez nombreuses pertes. Les portes de la ville ouvertes, les troupes y pénétrèrent, mais elles eurent à enlever successivement des barricades qui se renouvelaient à chaque pas, et à assiéger chaque maison convertie en citadelle, d'où les assiégés lançaient par les fe-

nètres, sur les soldats, un feu meurtrier. La ville ne put cependant résister à l'élan des troupes; les insurgés durent fuir et se diriger sur Palerme, laissant aux mains des vainqueurs cinquante canons, des fusils, des pistolets et un énorme approvisionnement de munitions.

La prise de Catane amena un profond découragement dans les rang des révoltés. La forteresse de Syracuse, Augusta, Nolo, firent leur soumission presque immédiatement. Ces nouvelles répandirent la peur et la consternation à Palerme. Ses habitants, effrayés des périls qui menaçaient les personnes et les propriétés, osèrent manifester leurs craintes malgré la terreur qui les opprimait. Les membres du gouvernement provisoire, intimidés par l'approche des troupes royales, et commençant à craindre de terribles représailles, se déterminèrent à faire leur soumission. Une résolution pacifique fut portée par les ministres au parlement; la Chambre des communes l'adopta au tiers des voix, la Chambre des pairs la sanctionna à l'unanimité. On se hâta d'abroger le vote qui avait repoussé les propositions royales, et l'amiral Bandin reçut la prière d'implorer la miséricorde du souverain. L'amiral Bandin accepta cette nouvelle mission et partit aussitôt pour Gaëte, accompagné de M. de Rayneval.

La conflagration fut cependant sur le point de renaître. Après le départ de la députation qui accompagnait les négociateurs français, les nouvelles d'Italie arrivèrent à Palerme. Les chefs de l'insurrection, pensant que les événements de la Péninsule allaient forcer le roi de Naples à réduire l'armée de Sicile, firent un dernier effort. Aidés des volontaires restés en armes, ils instituèrent par la violence un nouveau gouvernement provisoire, désavouèrent la députation et les prières qu'elle portait, et reprirent les préparatifs de défense. La garde nationale était contraire à cette nouvelle levée de boucliers; elle se vit menacée par les insurgés, qui, dans les journées des 8 et 9 mai, attaquèrent les avant-postes de l'armée napolitaine. Ils furent facilement repoussés, et la garde nationale, parvenant à dompter l'émeute, rétablit enfin l'ordre d'une manière définitive, et institua un ministère provisoire composé d'hommes modérés, dont le baron de Canaletti fut le président.

L'amiral Baudin et M. de Rayneval revinrent bientôt, rapportant de la part du roi des paroles de paix et de pardon. Une députation de la ville de Palerme se rendit alors au-devant du général Filangieri, pour lui offrir les clefs de la ville. Les troupes royales firent leur entrée à Palerme le 15 mai, et occupèrent immédiatement tous les forts. Les trou-

pes napolitaines furent reçues aux acclamations des Palermitains, heureux d'être délivrés des insurgés qui les opprimaient. Pendant tout le cours de la rude campagne qu'elles venaient d'accomplir, ces troupes avaient montré autant d'humanité que de courage.

Le général Filangieri, compatissant aux revers des républicains français qui étaient venus en Sicile, leur fit payer l'arriéré de leur solde. Ils s'embarquèrent en criant : *Vive Filangieri !*

Les soldats napolitains avaient usé d'une modération extraordinaire envers leurs prisonniers. Le fait suivant peut donner une idée de leur générosité. Le général Nunziante, qui commandait une des brigades d'opération, ayant appris qu'un Français blessé se trouvait dans un village où il allait mourir faute de secours, lui envoya un chirurgien, le fit entourer de soins, et lui accorda des secours pécuniaires lorsqu'il fut rétabli, afin de le mettre à même de partir.

Pie IX continuait à résider à Gaëte pendant que la ville de Rome était livrée aux saturnales révolutionnaires. Le Saint-Père avait adressé une demande à la France, à l'Autriche, à l'Espagne et aux Deux-Siciles, afin que ces puissances l'aidassent à monter de nouveau sur le trône de saint-Pierre. L'Es-

pagne avait pris l'initiative de ce noble projet, elle venait d'envoyer une escadre et des soldats sur les côtes d'Italie. La France, se souvenant de sa qualité de fille aînée de l'Église, s'empressait de faire partir une formidable expédition. Les bataillons autrichiens s'étaient mis en marche par la Toscane. De son côté, le roi de Naples avait répondu immédiatement à la demande du pontife, et, prenant lui-même le commandement d'un nombreux corps d'armée, il pénétra dans les États romains. La nouvelle de l'approche du souverain qui, sans secours étranger, sans autre force que le dévouement du peuple pour sa personne, avait étouffé la révolte sicilienne, vaincu l'insurrection dans sa capitale, et acquis des droits au respect du monde par sa conduite à l'égard du chef de la chrétienté, exaspéra les triumvirs qui gouvernaient Rome. Ils lancèrent une virulente proclamation contre Ferdinand II, en appelant le peuple à le combattre. Elle était ainsi conçue :

« Le roi de Naples arbore la bannière du despotisme, de la tyrannie illimitée; ses premiers pas laissent des traces de sang. Des listes de proscription sont écrites en lettres sanglantes; l'heure décisive a sonné. Esclavage tel que vous ne l'aurez jamais eu, ou liberté digne des antiques gloires, longue sécurité ! admiration de toute l'Europe ! Que ce

soit ici une guerre universelle, inexorable, enragée (*rabbiosa*). Puisqu'ils la veulent, elle sera courte.

« Pendant que l'ennemi attaquera Rome de front, inquiétez-le, harcelez-le sur les flancs ; que des guerillas s'organisent ; cinquante hommes formeront une bande, et que tout homme qui réunira cinquante hommes soit capitaine. La République se montrera reconnaissante : argent, terres, honneurs, la République en dotera ses braves.

« Enlever à l'ennemi ses vivres, son sommeil, sa confiance ; le démoraliser, l'étreindre d'une ceinture de fer, voilà notre devoir. Que l'insurrection devienne la vie normale, le poulx, l'haleine de chaque patriote. *Honte aux tièdes ! Mort aux traitres !*

« Donné à la résidence du triumvirat le 3 mai 1849. »

En apprenant la marche des troupes napolitaines, un des triumvirs s'était écrié en plein conseil : « *Nous avons plumé et mangé le coq, nous rôtissons et mangerons le macaroni.* » Cette ignoble plaisanterie avait soulevé une triple salve d'applaudissements (1).

La marche des troupes napolitaines fut rapide ; elles s'avancèrent jusqu'aux portes de Rome ; le 14 mai le roi établit son quartier général à Albano.

(1) Alphonse Balleydier, *Histoire de la révolution romaine*.

L'armée était prête à se porter sur la ville sainte, lorsque M. de Lesseps, chargé par le gouvernement français d'une mission à Rome, y arriva et fit placarder sur les murs une dépêche télégraphique adressée au général Oudinot, commandant en chef de l'expédition française; elle était conçue en ces termes:

« Général, faites dire aux Romains que nous ne voulons pas nous joindre contre eux aux Napolitains. Poursuivez vos négociations. Laissez vos déclarations se répandre. On vous envoie des renforts, attendez-les; tâchez de rentrer à Rome, d'accord avec les habitants. Si vous êtes contraint d'attaquer Rome, que ce soit avec la chance de succès la plus positive. »

M. de Lesseps, à son arrivée, avait conclu avec les triumvirs une suspension d'hostilités, sans en prévenir l'armée napolitaine. Cette singulière attitude de l'agent français, blessante pour une armée amie, changea aussitôt les résolutions du roi de Naples. M. de Lesseps semblait porter toutes ses sympathies sur le gouvernement révolutionnaire de Rome. Ignorant les instructions de ce diplomate, le roi pensa que, dans ces temps d'imprévu, il pouvait tout à coup avoir à supporter l'action combinée de la France et de Rome; il se décida à quitter le territoire des États romains et à rentrer dans son

royaume. Le 17 mai l'armée napolitaine plia ses tentes et se dirigea sur Velletri, en passant par Ariccia. Peu de temps après son arrivée sur ce point, elle fut avertie par ses éclaireurs qu'un corps de dix mille Romains commandés par Garibaldi et le général romain Roselli s'avancait à marche forcée sur ses traces.

Garibaldi, condottieri du désordre par le monde entier, avait d'abord combattu dans les rangs des assiégés de Montevideo, et avait pris part aux actes qui terniront dans l'histoire la défense de cette ville. A la nouvelle des événements de la Péninsule, il s'était empressé d'accourir d'Amérique, et était devenu généralissime des armées de la République romaine. Brave et doué de talents militaires incontestables, Garibaldi avait été accueilli avec enthousiasme par les triumvirs.

En quelques heures les troupes romaines, dont l'intention était de couper la retraite à l'armée napolitaine, arrivèrent en leur présence. Le roi aurait pu éviter le combat, la dignité de ses armes ne le lui permit pas. Il monta aussitôt à cheval, et disposa ses troupes pour attaquer l'ennemi. Le combat fut engagé par le lieutenant Muzzitelli avec l'infanterie romaine, tandis que le major Colonna chargeait la cavalerie de Garibaldi avec les chasseurs à cheval et

la mettait en déroute. Le roi, entouré du comte d'Aquila, du comte Trapani, et de l'infant Don Sébastien, s'étant aperçu que l'ennemi cherchait à faire un mouvement à gauche pour couper la route Cistérne, se porta rapidement vers ce point, et, disposant aussitôt plusieurs batteries d'artillerie, fit foudroyer les bandes romaines; puis, confiant la défense de ce point au prince d'Ischitella, ministre de la guerre, le roi courut faire les mêmes dispositions à un endroit nommé Lancellotti, afin de prendre les Romains entre deux feux. Le combat fut long et acharné; vers la tombée du jour une nouvelle colonne de quatre mille hommes accourue au secours de Garibaldi, vint encore le ranimer; il ne cessa qu'avec la nuit, et laissa tout l'honneur de la journée aux Napolitains. Ils restaient maîtres en effet de continuer leur mouvement de retraite, tandis que les Romains accourus pour s'y opposer ne firent qu'entrer le lendemain dans une ville non défendue. La nuit même de la bataille, le roi passa la revue de son armée, et se remit en marche vers Terracine, enseignes déployées. Les pertes subies par les Romains étaient trop fortes pour leur permettre de poursuivre les troupes napolitaines, qui franchirent la frontière du royaume sans avoir été inquiétées de nouveau. Des deux côtés les combattants avaient montré une

grande bravoure. Le roi Ferdinand, calme au milieu du danger, n'avait cessé d'animer ses troupes par sa présence aux endroits où l'action était la plus vive, et on devait attribuer aux habiles dispositions ordonnées par lui la défaite des Romains. Lorsqu'il fut de retour dans la capitale, le roi publia un manifeste dans lequel il déclarait qu'il était entré avec ses troupes sur le territoire des États romains le 29 avril 1849, en vertu de la demande adressée par le pape aux quatre puissances la France, l'Autriche, l'Espagne et les Deux-Siciles, mais que l'accord ayant cessé d'exister entre lui et la France, le roi avait cru de sa dignité de rentrer dans ses États.

CHAPITRE XVIII.

Le général Filangieri continuait son grand œuvre de pacification. Le prince s'efforçait par tous les moyens de faire revivre la confiance et la prospérité dans les malheureuses villes de la Sicile. Ses soldats effaçaient toutes les traces des scènes de carnage dont le gouvernement insurrectionnel avait donné l'horrible spectacle; quant au prince de Sartriano, ses soins et son gouvernement paternel lui conciliaient les sympathies de tous les Siciliens. Ce qui avait surtout contribué à apaiser les mauvaises passions dans l'île entière, c'était la scrupuleuse exactitude avec laquelle le roi avait accompli ses promesses. L'am-

nistie avait été exécutée avec générosité, et pas une seule arrestation n'avait eu lieu après la soumission des insurgés. Au mois de septembre, le roi nomma un des hommes les plus recommandables de la Sicile, don Giovanni Cassisi, pour représenter, dans le conseil des ministres, les intérêts de ses compatriotes; puis, à la date du 29, il rendit un décret qui organisait à Palerme une consulta, composée d'un président et de sept conseillers choisis parmi les hommes les plus distingués de la Sicile. Cette consulta était appelée à donner son avis sur les projets de haute législation, et sur les mesures d'administration générale, sur l'interprétation ou l'explication des dispositions législatives, sur les conflits entre les autorités judiciaires et administratives, et entre les tribunaux ecclésiastiques et laïques; sur les naturalisations, les préséances, etc.

L'armée française, continuant ses travaux, avait occupé la ville de Rome le 3 juillet. Le jour même de son entrée dans la capitale du monde chrétien, le général Oudinot chargea le colonel Niel, son chef d'état-major, de porter au souverain pontife les clefs de la ville sainte. Ce brave officier, après s'être acquitté de sa mission auprès du pontife, se rendit à Naples pour remettre à Ferdinand une lettre que le duc de Reggio lui avait écrite, afin de lui annoncer

le succès complet de ses armes. Le roi fit au colonel l'accueil le plus empressé, malgré le dissentiment momentané qui avait existé quelques semaines auparavant entre lui et la France, et auquel du reste le général Oudinot était resté complètement étranger. Quelques jours après le duc de Reggio, accompagné des officiers de son état-major, se rendit à Gaëte pour présenter à Pie IX, au nom de la France, l'hommage de son profond respect. En sortant de l'audience papale, le général vainqueur sollicita l'honneur d'être admis à l'audience de Ferdinand II. Le roi des Deux-Siciles fit aux officiers français un accueil amical, et s'entretint longtemps avec eux des phases diverses de la victoire définitive qu'ils venaient de remporter sur la démagogie.

La famille royale de Naples était constamment restée à Gaëte, entourant le Saint-Père de ses soins respectueux. La reine, pendant son séjour dans cette ville, mit au monde une princesse. Le souverain pontife, voulant donner des marques de sa reconnaissance aux Napolitains, pour la touchante hospitalité que leur souverain lui avait accordée, tint lui-même le royal enfant sur les fonts baptismaux, et, lorsque la reine fut relevée de ses couches, empruntant au culte catholique une de ses plus hautes solennités, il fit offrir en son nom à la reine une rose

d'or, afin de perpétuer le souvenir de l'heureux événement auquel il avait pris part.

Depuis longtemps le roi Ferdinand sollicitait le Saint-Père de visiter Naples. Le pape, empêché par ses occupations, put enfin y consentir, et fit annoncer qu'il se rendrait dans la capitale le 16 septembre. Ce fut une occasion pour les démagogues de chercher à amener une nouvelle sédition, et ils résolurent de la faire éclater au moyen d'une double tentative d'assassinat sur Pie IX et sur Ferdinand II.

On a su depuis cette époque, qu'au mois de juillet 1849 il s'était formé à Naples un comité des *Chevaliers du poignard*, composé des restes épars des membres de l'*Unité-Italienne*. Ce comité s'était donné pour mission d'exciter à la révolte en prêchant l'assassinat; il avait désigné à la rage de ses sicaires, pour premières victimes, le chevalier Longobardi, ministre, le préfet, le directeur de la police, le commandeur Pecchenada, le président de la cour criminelle, et un grand nombre d'autres personnages considérables. Un nommé Margherita avait reçu la mission de rechercher des assassins moyennant une forte rémunération. Une première tentative de soulèvement eut lieu le 8 septembre, jour anniversaire d'une fête militaire votive annuelle, la *parata di Piedigratta*, à l'occasion de laquelle le roi passe en revue les trou-

pes et se mêle au public. La proclamation suivante avait été répandue par les soins des *chevaliers du poignard*, dans la matinée de ce jour :

« Citoyens honnêtes,

« On joint le mépris à l'insulte, à la trahison, au parjure. Quelques centaines de vagabonds, habillés en bourgeois, payés par le véritable parti du désordre, feront une démonstration en faveur du Bourbon, pour lequel ont péri tant d'innocentes victimes. Aujourd'hui on foulera avec joie cette terre fumante encore du sang des citoyens innocents. Une faction bénira ce jour où tant de victimes souffrent dans les cachots ! Peuple, supporteras-tu cette insulte ? Dieu nous est témoin que tu peux encore te venger, malgré ces milliers de baïonnettes. Le jour de la vengeance approche ! Les troupes ne sont point contre toi, à l'exception de ces Suisses mercenaires qui seront détruits par ta fureur. Peuple, aujourd'hui ce ne sont ni la patrie, ni la justice, ni l'honneur, qui t'appellent à concourir à une démonstration ridicule et à une fête injuste ; tu te porteras dans les rues éloignées, tu te montreras fier de tes droits. . . .

« Mort aux parjures ! Mort aux Jésuites ! »

Cette tentative échoua. Dans la journée du 8 septembre, vingt-cinq mille hommes défilèrent devant le roi, qui fut accueilli par les acclamations de la foule.

Le comité des *chevaliers du poignard* continua son œuvre, en cherchant à exciter, par tous les moyens, les plus mauvaises passions. L'écrit suivant montre qu'à Naples, comme dans d'autres parties de l'Italie, les patriotes songeaient à créer des embarras au gouvernement en poussant le peuple à refuser les impôts :

« Que tous ceux qui tiennent à l'honneur, que ceux qui aiment la patrie, que ceux qui sont de vrais Italiens, des amis de la Constitution, s'abstiennent de fumer, de prendre du tabac, de jouer à la loterie. Fermeté, courage, union, et ne doutons point que Dieu et la raison ne soient pour nous ! »

Voici une dernière proclamation parmi celles qui avaient été répandues pour exciter à l'attentat du 16 septembre, dont il reste à faire le récit :

« Peuple napolitain !

« Qu'attendons-nous encore ? quel autre outrage devons-nous souffrir de notre infâme gouvernement ? Il n'y a plus de Constitution, plus de Chambre, plus

de garde nationale. On a changé le pavillon; la police est plus infâme et plus féroce que par le passé; les personnes les plus honnêtes et les plus tranquilles sont insultées et incarcérées; les lois sont foulées aux pieds, les bons magistrats sont destitués et remplacés par des bourreaux. Ferdinand, croyant se jouer de Dieu comme il se joue des hommes, va se confesser, communier, et il donne ensuite des ordres pour bombarder, détruire et ravager!

« Non content de nous opprimer, il a conduit ses soldats dans l'État romain; mais Dieu l'a puni; ses soldats sont morts ou faits prisonniers; il a pris honteusement la fuite. Rome a vaincu; Bologne a exterminé les Autrichiens; les Hongrois ont détruit l'empire d'Autriche et sont sur le point de venir en Italie. Nous seuls, parmi tous les Italiens, nous méritons les noms de lâches et de poltrons; nous seuls ne sommes point Italiens!

« Le temps de courir aux armes, ô habitants des Abruzzes, est enfin arrivé; unissez-vous au brave Garibaldi qui vous appelle! Aux armes, habitants de la Pouille, de la Principauté, de la Basilicate! Aux armes, peuple napolitain! peuple de Mazaniello! Prenez des fusils, des poignards, des pierres, des bâtons! Celui qui a du cœur trouve toujours des armes. Que chaque habitant tue ses

oppresses; brûlez les maisons des ennemis du peuple; respectez les bons citoyens et leurs propriétés. Ne faites point de quartier aux méchants; ils n'en useraient point autrement à votre égard. Respectez, accueillez les soldats qui sont trompés et qui sont nos frères.

« Nos ennemis, ce sont Ferdinand et les grands scélérats qui l'entourent. Aux armes ! l'heure est arrivée ! Dans peu de jours nous serons libres ; mais que chacun se prépare comme si c'était pour demain. Qu'à chaque cri, à chaque coup, chacun s'éveille et agisse, ce sera le signal. A chaque cri, que cent mille voix répondent ! Tout est ordonné et concerté ; on veille, on est disposé, on est prêt à tout ! Nous serons tous en armes, parce que nous sommes tous fatigués, et Dieu lui-même ne peut plus supporter une si grande iniquité ! La liberté et Ferdinand II sont incompatibles. Nous voulons la liberté, et nous devons l'acquérir, même par le sang de nos enfants, s'ils étaient des traîtres. Dès qu'ils seront reconnus, les scélérats doivent être tués de suite et sans pitié ! »

CHAPITRE XIX.

La veille du jour fixé par le Saint-Père pour la visite qu'il devait faire à la ville de Naples, les révolutionnaires se réunirent une dernière fois chez un nommé Francesco Catalano, afin d'arrêter définitivement les moyens à l'aide desquels ils espéraient amener une insurrection. Il fut décidé qu'un des conjurés lancerait une bombe au milieu du cortège du pape au moment où il donnerait sa bénédiction. Un des membres de la réunion manifestait une certaine répugnance à s'associer à ce projet, qui ressemblait trop à un assassinat; on fit taire ses scrupules par ces paroles infâmes : *Est-ce qu'on n'a pas assas-*

siné Rossi à Rome et Latour à Vienne? Le nommé Fancitano se chargea de confectonner lui-même la bombe et d'y mettre le feu. Les conjurés se séparèrent ensuite, emportant de nombreux exemplaires des proclamations citées plus haut et après avoir rédigé un dernier appel que le nommé Vellucini se chargea de faire placarder pendant la nuit, et qui était ainsi conçu :

« La tyrannie chancelle et touche à sa fin. Le char de l'anarchie gouvernementale est près de l'abîme ; le triomphe des méchants ne saurait durer plus longtemps. Ils tomberont noyés dans le sang. La puissance du libéralisme n'est pas abattue, comme on le croit, et ceux qui espèrent étouffer l'opinion, les idées, le progrès, se trompent étrangement.

« Peuple ! la voix de la réaction t'invite à aller recevoir la bénédiction du vicaire de Jésus-Christ ; mais le pontife n'est qu'un instrument du Bourbon, qui s'en sert à son gré pour absoudre ses crimes, légaliser ses trahisons et ses parjures..... »

Les conjurés, en se séparant, s'étaient donné rendez-vous pour le lendemain matin, sur la place du palais royal. Ils pensaient que la bombe, que l'un d'eux devait lancer, pouvait foudroyer le pape et le roi, ou tout au moins que ses éclats, en blessant

un grand nombre de personnes, amèneraient un désordre favorable à une levée de boucliers, et dont ils comptaient profiter pour dresser de nouveau les barricades.

Le 16, dès le matin, la ville de Naples présentait l'aspect le plus animé; les rues étaient encombrées d'une foule parée de ses habits de fête, qui se dirigeait vers la place royale. Le balcon du palais, orné de splendides tapisseries et de tentures de velours, avait été surmonté d'un immense dais recouvert de brocart d'or. La garnison, formée en lignes serrées, entourait la place, dont le milieu était occupé par les congrégations religieuses, les différents corps du clergé, les écoles des enfants et une foule immense avide de contempler la personne du souverain pontife et de recueillir les bénédictions de Dieu qu'il devait appeler sur elle; les fenêtres et jusqu'aux toits des maisons regorgeaient de spectateurs. A midi, le canon annonça de sa voix tonnante le commencement de la cérémonie, les troupes présentaient les armes, les musiques lançaient aux airs leurs pompeuses fanfares, la foule émue tombait à genoux à la vue du souverain pontife qui s'avancait sur le balcon, entouré du roi, des princes et d'une suite imposante, lorsque tout à coup une forte détonation à laquelle succédèrent des cris et un désordre indi-

cible se fit entendre au milieu de la foule effarée.

Un sous-officier des chasseurs de la garde s'élança vers l'endroit où le coup avait retenti et s'empara d'un homme qui, la tête nue, les habits déchirés et en feu, encore entouré de fumée, était désigné par tout le monde comme l'auteur de l'épouvantable explosion. Cet homme était Fancitano, il fut entraîné par les soldats. Il était parvenu à se glisser avec ses complices jusque sous le balcon du palais, mais la Providence avait voulu que son horrible projet, trop hâté dans son exécution, manquât ses effets. Non-seulement le Saint-Père, le roi et leur suite, n'avaient pas été atteints, mais encore la bombe, en éclatant, n'avait fait que des blessures légères à un petit nombre de personnes. Au moment où Fancitano était saisi, ses complices se répandirent dans les rangs du peuple en criant aux armes. La foule indignée les saisit elle-même pour les remettre à la force publique, et les nombreux cris de *Vive le roi!* auxquels elle se livra, prouvèrent une fois de plus son amour pour le souverain et sa haine profonde pour les tentatives des démagogues.

Le Saint-Père, après un long séjour à Gaète, avait quitté cette ville pour se rendre au château royal de Portici, où Ferdinand II lui avait fait préparer une résidence plus en rapport par sa somptuosité avec

l'éclat qui doit entourer la personne du chef de la chrétienté. Les frégates napolitaines *le Tancredi*, *le Guiscardo*, *le Delfino*, le vaisseau français *le Vauhan*, les vapeurs espagnols *le Colomb* et *la Castille*, s'étaient réunis en escadre pour venir chercher le pape et l'escorter à Portici. Le 4 septembre, à huit heures et demie du matin, le Saint-Père, accompagné du roi Ferdinand II et de S. A. R. le comte de Trapani, s'embarqua sur *le Tancredi*. Les membres du sacré collège, cardinaux Antonelli, Riario Sforza, camerlingue, Asquini, Piccolomini, Riario Sforza, archevêque de Naples, et monseigneur Garibaldi, nonce à Naples, suivaient le Saint-Père. Dès que la chaloupe qui le portait eut poussé du rivage, les bâtiments de l'escadre arborèrent à leur grand mât le pavillon papal et tirèrent des salves d'artillerie, tandis que les équipages, rangés sur les vergues, poussaient des hurrahs enthousiastes. En mettant le pied sur le pont du *Tancredi*, le pape trouva tous les officiers tête nue et le genou en terre. L'escadre se mit alors en marche au bruit des saluts des forts de Gaète. La reine et les princesses avaient aussi voulu se joindre au cortège du pontife et montaient la frégate *le Guiscardo*. Le court voyage du pape fut une ovation continuëlle. *Le Tancredi* naviguait au milieu d'une multitude de barques chargées d'hommes

poussant des vivats. A Naples, toute la population s'était portée sur le rivage, *le Tancrede*, marchant doucement, le côtoya dans toute son étendue, et le Saint-Père put, du pont du navire, entendre les cris enthousiastes de la foule qui parvenaient à dominer le bruit du canon des forts, et des batteries de la ville et des vaisseaux, mouillés en rade saluant par salvés de cent un coups.

Vers le milieu du jour l'escadre était arrivée en vue de Portici. Le débarquement eut lieu à Granutello. Sur la plage, encombrée des habitants de tous les environs, se trouvaient L.L. A.A. R.R. le comte d'Aquila, le prince de Salerne et l'infant don Sébastien, qui reçurent le Saint-Père. Pie IX monta dans la voiture du roi, et, entouré d'une escorte d'honneur, marchant au milieu d'une double haie formée par les grenadiers de la garde, gagna le château de Portici au bruit du canon, des fanfares, des cloches et des acclamations du peuple. Le roi avait suivi le Saint-Père, qui l'admit à sa table ainsi que sa famille. Ferdinand prit ensuite congé de Sa Sainteté et retourna à Naples.

Le pape prolongea son séjour à Portici jusqu'au commencement de l'année 1850. A cette époque les efforts constants de l'armée française ayant ramené le calme dans la ville de Rome, le Saint-Père fit

connaître au monde son intention de rentrer dans ses États temporels. Ému, il annonça à Ferdinand II leur prochaine séparation, en remerciant avec effusion le roi, en son nom personnel et au nom du monde catholique, de l'asile que sa piété lui avait ouvert, et que sa sollicitude et ses respectueux égards avaient su rendre si doux pendant ses jours d'exil.

Le 4 avril à midi, Pie IX quitta Portici, accompagné du roi et du prince héréditaire, et suivi des cardinaux Antonelli, Asquini, Dupont, du comte de Ludolf, ministre de Naples à Rome, de plusieurs prélats et de quelques officiers. Le cortège se rendit à Caserte, où l'on arriva dans la même journée. Le lendemain, le pape voulut revoir Gaëte et se dirigea vers cette ville. Après y avoir fait un court séjour, le cortège reprit sa route. Le voyage du pape fut une véritable marche triomphale; dans toutes les villes les populations avaient élevé des arcs de triomphe et semé de fleurs les chemins que le Saint-Père devait parcourir. A son passage, il les rencontra agenouillées, implorant ses bénédictions, et célébrant par leurs acclamations son heureux retour dans ses États.

Lorsque le cortège fut parvenu à l'extrême frontière des États napolitains, le pape descendit de sa voiture et remercia une dernière fois le roi en termes qui peignaient la profondeur de ses sentiments. Le

roi et le prince de Calabre, se jetant alors aux genoux de Sa Sainteté, lui demandèrent la bénédiction pontificale.

« Oh! oui, de toute mon âme, s'écria le Saint-Père d'un voix émue, oui, je vous bénis, je bénis votre famille, je bénis votre royaume. Que pourrais-je dire pour vous exprimer ma reconnaissance de l'hospitalité que vous m'avez donnée ? »

— Très-Saint-Père, répondit le roi, je n'ai rien fait qu'accomplir le devoir d'un chrétien. — Oui, reprit le souverain pontife, dont l'émotion était croissante, oui, votre affection filiale a été grande et profonde. » Alors, relevant l'auguste monarque, il le pressa sur sa poitrine, le serra contre son cœur, et, l'embrassant avec effusion, il remonta dans sa voiture. La famille royale et les personnes qui l'accompagnaient vinrent ensuite lui baiser les pieds, et le cortège franchit la frontière des États romains (1).

Le roi Ferdinand revint le même soir à Caserte.

L'intervention de la France à Rome, en abattant le foyer où s'était concentrée la démagogie, avait inauguré la nouvelle ère de tranquillité et de paix dont l'Italie continue à jouir.

(1) Alphonse Balleydier, *Histoire de la révolution romaine*, t. II.

Les États napolitains, que la sagesse, la modération et la fermeté du roi Ferdinand avaient su protéger contre les derniers excès révolutionnaires, reprirent peu à peu le calme si nécessaire à la prospérité. La Sicile, pacifiée par le prince de Sartriano, a continué, sous l'habile administration de ce général, son œuvre de régénération; elle a retrouvé dans le sein de la paix le bonheur que les révolutionnaires étaient parvenus à lui ravir temporairement.

Dans le courant de l'année 1850 des troubles peu inquiétant sont éclatés à Naples, dans la province de la Calabre citérieure, et en Sicile dans la ville de Palerme : c'étaient les derniers efforts de l'anarchie vaincue. La facilité avec laquelle ils ont été apaisés est une preuve de la volonté bien arrêtée de ces populations de ne plus se laisser exploiter par les ambitieux politiques.

A Naples, comme dans le reste de l'Europe, l'anarchie est venue compromettre la liberté. Sans l'aveugle incapacité des démagogues, sans leurs manœuvres criminelles, le royaume des Deux-Siciles jouirait aujourd'hui d'un gouvernement constitutionnel et de toutes les institutions libérales qui s'y rattachent. Les entreprises de l'anarchie ont forcé le roi à suspendre la Constitution qu'il avait volontairement octroyée. Ferdinand II, réduit seul à opposer une digue au torrent révolutionnaire qui avait envahi ses États, a su vaincre l'émeute et maintenir la tranquillité sans violence ni réaction (1). Ne pouvant être roi constitutionnel, il est devenu de nouveau roi administrateur. Son gouvernement s'efforce maintenant de détourner le peuple de toute préoccupation politique, mais en même temps il s'applique à faire jouir les populations de la plus grande somme de bien-être possible, en portant toute sa

(1) Depuis 1847, aucune exécution capitale pour faits politiques n'a eu lieu ni à Naples ni en Sicile.

sollicitude sur les intérêts matériels du pays. Les Napolitains vivent heureux sous ce despotisme intelligent et éclairé; ce qu'ils désirent, c'est de rester désormais à l'abri des entreprises de la démagogie.

Tranquillité à l'intérieur et sûreté générale de tous les intérêts; dignité à l'étranger; organisation militaire capable non-seulement de protéger l'État, mais de combattre au dehors les tristes passions sources de larmes et de deuil, voilà le tableau que le gouvernement napolitain peut présenter aux regards du monde.

FIN.

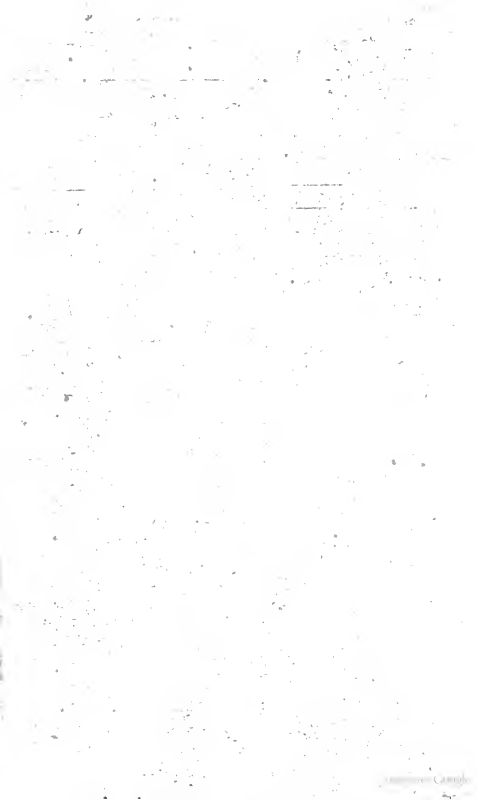


TABLE.

Avant-propos.....	5
Chapitre I ^{er}	7
Chapitre II.....	12
Chapitre III.....	24
Chapitre IV.....	35
Chapitre V.....	42
Chapitre VI.....	56
Chapitre VII.....	64
Chapitre VIII.....	70
Chapitre IX.....	76
Chapitre X.....	81
Chapitre XI.....	89
Chapitre XII.....	98
Chapitre XIII.....	113
Chapitre XIV.....	124
Chapitre XV.....	133

Chapitre XVI.....	140
Chapitre XVII.....	149
Chapitre XVIII.....	161
Chapitre XIX.....	169
Conclusion.....	178

58
SBN 547296

